

# LA VOIX DES FEMMES

Leur expérience du lien entre le climat,  
le genre et la sécurité



DCAF Le Centre pour la  
gouvernance du secteur  
de la sécurité, Genève



---

## À propos du DCAF

DCAF - Le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, se consacre à l'amélioration de la sécurité des états et de leurs citoyens dans le cadre d'une gouvernance démocratique, de l'état de droit, et dans le respect des Droits de l'Homme. Depuis sa création en 2000, il contribue à rendre la paix et le développement plus durables en aidant les états partenaires, ainsi que les acteurs internationaux qui les soutiennent, à améliorer la gouvernance de leur secteur de la sécurité grâce à des réformes participatives et inclusives. Il développe des matériels pédagogiques, fait la promotion de normes et de bonnes pratiques, délivre un conseil juridique, politique et technique, et appuie le développement capacitaire des parties prenantes tant étatiques que non-étatiques.

Le conseil de fondation du DCAF est composé de représentants d'environ 60 états-membres ainsi que du canton de Genève. Actif dans plus de 80 pays, le DCAF est internationalement reconnu comme un des chefs de file au niveau mondial parmi les centres d'excellence en matière de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité (G/RSS). Le DCAF est guidé par les principes de neutralité, d'impartialité, d'appropriation locale, de participation inclusive et d'égalité des genres.

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site [www.dcaf.ch](http://www.dcaf.ch) et nous suivre sur Twitter @DCAF\_Geneva.

DCAF - Geneva Centre for Security Sector Governance  
Maison de la Paix  
Chemin Eugène-Rigot 2E  
CH-1202 Geneva, Switzerland  
Tel: +41 22 730 94 00  
[info@dcaf.ch](mailto:info@dcaf.ch)  
[www.dcaf.ch](http://www.dcaf.ch)  
Twitter @DCAF\_Geneva

Contactez-nous via : [gender@dcaf.ch](mailto:gender@dcaf.ch).

Publié en Suisse par le DCAF - Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité.

© DCAF - Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, 2022. Le DCAF encourage l'utilisation et la diffusion de cette publication, à la condition que les contenus soient signalés et cités et qu'ils ne soient pas modifiés.

Tous droits réservés.

Ce rapport sera disponible sur [www.dcaf.ch](http://www.dcaf.ch) en arabe, anglais, français et espagnol. Veuillez nous contacter si vous souhaitez que le contenu soit disponible dans d'autres langues.

**Référence à citer :** DCAF, *La voie des femmes : Leur expérience du lien entre le climat, le genre et la sécurité* (Genève : DCAF, 2022).

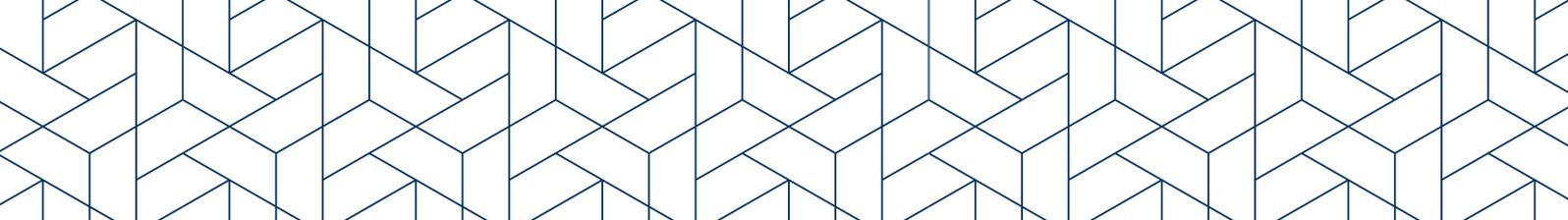
**ISBN:** 978-92-9222-639-8

**Photos de couverture :** Participantes de l'atelier à Bogota, Colombie, novembre 2021 © DCAF/En Algún Lugar; Participantes de l'atelier à Bamako, Mali, décembre 2021 © DCAF/Malinium Pictures; Participantes de l'atelier à Taiz, Yémen, novembre 2021 © DCAF/Rakan Al Baadani.

**Édité par :** Cherry Ekins

**Mise en page :** Alice Lake Hammond

**Traduit par :** Tridiom Traducciones



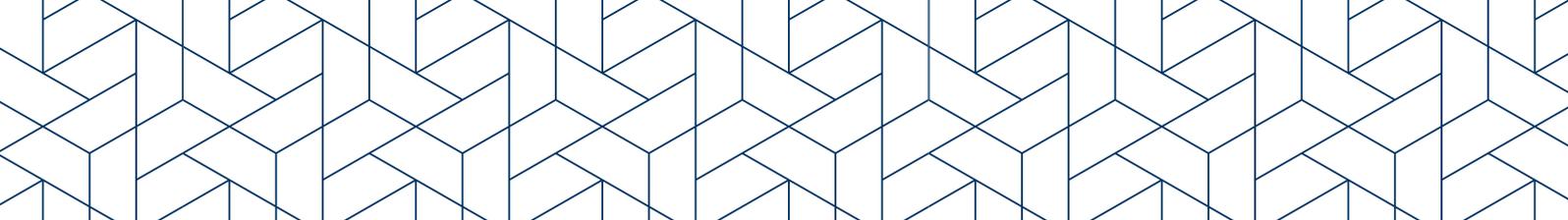
# LA VOIX DES FEMMES

Leur expérience du lien entre le climat,  
le genre et la sécurité

DCAF Le Centre pour la  
gouvernance du secteur  
de la sécurité, Genève



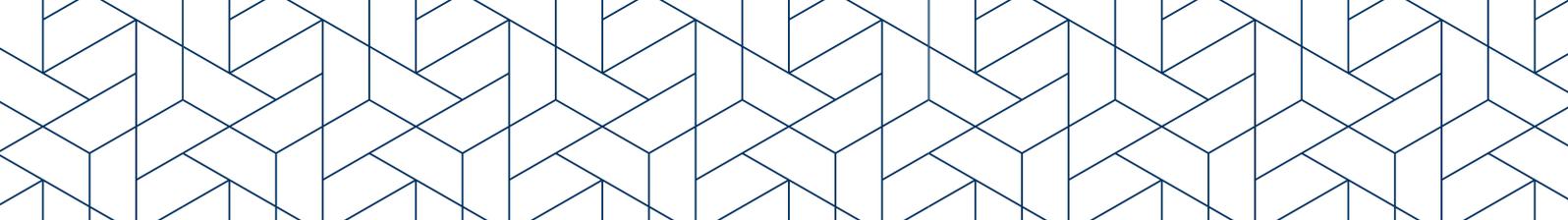




# Table des Matières

Remerciements . . . . .	i
Perspectives des femmes sur le lien entre le climat/la sécurité/le genre . . . . .	1
■ <b>Recommandations des femmes.</b> . . . . .	<b>9</b>
1. Appliquer une perspective de sécurité humaine intersectionnelle au lien conflit/climat . . . . .	9
2. Aborder la dégradation de l'environnement lorsque l'on parle de changement climatique. . . . .	10
3. Prioriser les objectifs pour l'égalité des genres dans toutes les actions menées pour le climat et l'environnement. . . . .	11
4. Aborder les connexions entre le climat et l'environnement, la consolidation de la paix et l'égalité des genres. . . . .	12
5. Éviter la sécuritisation des réponses à la crise climatique et environnementale . . . . .	12
6. Réduire l'impact climatique et environnemental du secteur de la sécurité lui-même. . . . .	14
7. Garantir la participation significative et le leadership des femmes . . . . .	14
8. Prévoir des ressources pour les femmes dans les pays fragiles et touchés par les conflits . . . . .	15
■ <b>Colombie: Perspectives des femmes sur le lien entre le climat/la sécurité/le genre .</b> . . . .	<b>19</b>
Rassembler les femmes . . . . .	20
Ce que voient, savent, et disent les femmes . . . . .	21
Implications pour la consolidation de la paix et la réforme du secteur de la sécurité . . . . .	24
Ce que veulent les femmes. . . . .	24
Organisations participantes . . . . .	27
■ <b>Mali: Perspectives des femmes sur le lien entre le climat/la sécurité/le genre . . . . .</b>	<b>29</b>
Rassembler les femmes . . . . .	30
Ce que voient, savent, et disent les femmes . . . . .	31
Implications pour la consolidation de la paix et la réforme du secteur de la sécurité . . . . .	33
Ce que veulent les femmes. . . . .	34
Les femmes font avancer l'agenda sur le lien entre le genre, le changement climatique et la sécurité . . . . .	34
Organisations participantes . . . . .	36
■ <b>Yémen: Perspectives des femmes sur le lien entre le climat/la sécurité/le genre . . . . .</b>	<b>39</b>
Rassembler les femmes . . . . .	40
Ce que voient, savent, et disent les femmes . . . . .	41
Implications pour la consolidation de la paix et la réforme du secteur de la sécurité . . . . .	42
Ce que veulent les femmes. . . . .	42
Les femmes font avancer l'agenda sur le lien entre le genre, le changement climatique et la sécurité . . . . .	44
Organisations participantes . . . . .	45





# Remerciements

Le DCAF tient à remercier les nombreuses femmes et leur organisations du Yémen, du Mali et de Colombie, qui ont partagé leurs histoires, leurs espoirs et leurs idées avec nous lors d'ateliers et d'autres discussions au cours de l'année 2021 et du début de l'année 2022.

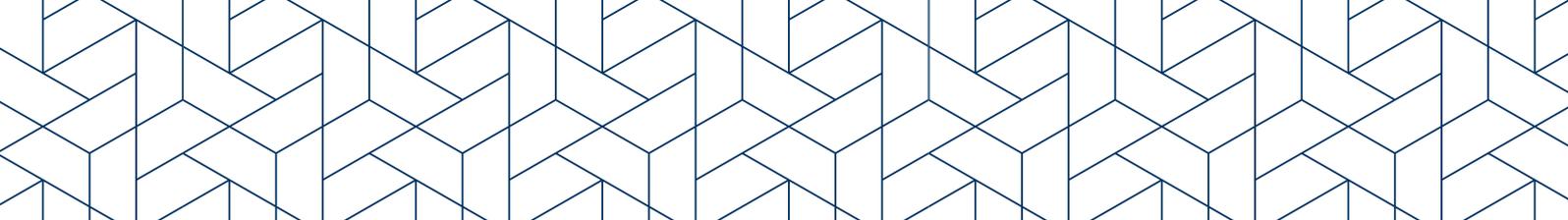
Ce rapport a été rédigé par Megan Bastick et Camille Risler, avec la contribution d'Aida Keita M'bo, Nadia Al-Sakkaff, Natalia Daza et leurs collègues de Dejusticia, de Muna Luqman, ainsi que de collègues de la Division Genre et sécurité du DCAF, Cristina Finch, Amrita Kapur, Alain Laferté et Kim Piaget. Marta Ghittoni et Takahiro Takeuchi ont également apporté un soutien essentiel pour l'élaboration de ce rapport.

La Division Genre et sécurité du DCAF souhaite également saluer le rôle fondamental que les équipes du bureau du DCAF à Bamako, au Mali, ont joué, en particulier Mariam Toure Keita et Hawa Coulibaly, ainsi que les équipes des divisions Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord, et Politique et recherche du DCAF. Un grand merci à Khaldoon Bakhail, Mark Ewing, Gabriela Manea, Jean-Michel Rousseau et Linda Sánchez.

Le rapport vise à saisir fidèlement les idées, connaissances et messages des femmes, qui ne reflètent pas forcément les points de vue ou positions du DCAF. Cependant, le DCAF a pour objectif de contextualiser ces messages dans des cadres internationaux et politiques plus larges.

Ce rapport et le projet plus vaste dont il est le fruit ont été financés grâce aux contributions du gouvernement britannique. Les points de vue exprimés dans le rapport ne reflètent pas forcément les politiques officielles du gouvernement britannique.





# Perspectives des femmes sur le lien entre le climat/ la sécurité/le genre

Dans de nombreux États fragiles et en proie aux conflits, notamment en Colombie, au Mali et au Yémen, les répercussions du changement climatique et de la dégradation environnementale font obstacle aux efforts engagés pour consolider la paix et la stabilité. Les inondations, la déforestation, l'amointrissement des terres agricoles et les événements météorologiques extrêmes déplacent des communautés, détruisent leurs moyens de subsistance et alimentent les tensions intercommunautaires, provoquant ou faisant persister les conflits. Les programmes et politiques nationaux et internationaux portant sur la « sécurité climatique » et la « consolidation de la paix environnementale » tendent à intégrer et à intervenir dans ces dynamiques.

---

*Le climat attirant l'attention dans l'élaboration de politiques pour la consolidation de la paix, il s'agit d'un moment décisif pour amplifier les voix et les expériences des femmes.*

---

De la même façon dont nous comprenons davantage la manière dont le changement climatique et la sécurité sont interconnectés, il est de plus en plus admis que les femmes et les hommes sont souvent impacté-e-s différemment par le changement climatique, et que l'inégalité des genres limite la capacité des communautés à s'adapter au changement climatique et à être plus résilientes aux chocs climatiques, tout en freinant la dégradation environnementale. Le Conseil de sécurité des Nations Unies, plusieurs parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Comité CEDEF, entre autres, ont clairement exprimé les contributions notables des femmes en termes de résilience face aux changements climatiques, les connaissances précieuses des femmes au niveau local, ainsi que l'importance de la participation et du leadership des femmes dans les politiques et mesures mises en place à échelle nationale et locale en matière de climat. Nous assistons à l'émergence d'une ambition pour une « action pour le climat prenant en compte le genre ».

Les organisations de femmes travaillant dans des contextes touchés par les conflits ont, pendant des années, démontré que les femmes contribuent de façon très importante au lien entre la consolidation de la paix et l'adaptation au changement climatique. En 2021, le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur « Femmes, paix et sécurité » a enfin repris leur message, abordant les relations entre la consolidation de la paix, le genre, le climat, la sécurité et la participation des femmes dans l'élaboration et la planification de politiques pour les ressources naturelles. Le Secrétaire général a appelé à un soutien pour promouvoir les efforts des organisations et réseaux de femmes dans leurs démarches pour aborder les risques de sécurité liés au climat. Le rapport a d'ailleurs souligné qu'il était nécessaire d'avoir une perspective de genre pour les instruments de financement climatique et de s'assurer que les femmes participent à l'attribution des ressources financières, plus particulièrement dans des situations de crise et de conflit. Certains États le font déjà, grâce à plusieurs plans d'action nationaux « Femmes, paix et sécurité » faisant référence à la consolidation de la résilience des femmes face aux impacts climatiques et à l'atténuation des insécurités liées au climat, et grâce au financement de programmes pour le genre/climat de la part de certains États.

---

*Les femmes étaient particulièrement ciblées, car elles subissent les désastres provoqués par le changement climatique. Les idées et les solutions proviennent de personnes touchées par le changement climatique.*

*Participante yéménite*

---

Tandis que ces étapes ouvrent la voie à de beaux progrès, il reste encore énormément à apprendre pour élaborer des politiques et des programmes efficaces sur le climat et la sécurité en y appliquant une perspective de genre, et pour soutenir davantage l'activisme interconnecté des femmes pour la consolidation de la paix et le climat. Étant donné les spécificités des enjeux de sécurité liés au climat entre et au sein des contextes régionaux et nationaux, la recherche, les politiques et la planification de réponses doivent se fonder sur des connaissances et des expériences localisées. Nous devons écouter des femmes et des hommes de divers endroits, ayant différents types d'expériences, à la fois parce qu'il·elle·s disposent de connaissances spécifiques et parce que leurs voix doivent être entendues et leurs opinions prises en considération. Les décideur·se·s et professionnel·le·s se sont accordé·e·s sur la nécessité de s'appuyer sur des histoires authentiques, des exemples réels et des expériences vécues du lien entre conflit/climat/genre, dans le but d'optimiser l'élaboration de politiques. Lorsque nous nous questionnons sur la « sécurité climatique », nous devons mieux définir ce que nous exigeons du secteur de la sécurité : les forces de police et de protection de l'environnement, les prestataires de sécurité privée et, dans certains pays, les forces armées impliquées dans les mesures pour le climat et l'environnement.

Le DCAF a depuis très longtemps soutenu les femmes à faire entendre leurs voix dans les processus de réforme du secteur de la sécurité. Le DCAF a également collaboré avec la police, les forces armées et d'autres institutions du secteur de la sécurité dans le but de promouvoir l'égalité des genres, notamment dans les pays engagés dans la consolidation de la paix et émergeant de conflits armés. Tandis que le DCAF développe une analyse des connexions entre, d'un côté,

la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité et, de l'autre, le climat et les approches visant à consolider la paix environnementale, notre objectif est à la fois d'apprendre des femmes et de faire en sorte que leurs voix soient davantage entendues dans les espaces politiques. Cette collaboration avec les organisations de femmes et les activistes au Mali, au Yémen et en Colombie s'appuie sur cet engagement. Tel que mentionné par une participante colombienne, le projet a pour mission d'autonomiser les femmes « à devenir plus visibles et à montrer l'importance de leur rôle à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale ».

## Rassembler les femmes

En 2021, le DCAF a fait appel à ses partenaires au Yémen, au Mali et en Colombie pour explorer leur intérêt dans l'apprentissage et le dialogue collaboratif autour des connexions entre le changement climatique, le genre et les conflits. Dans chacun des pays, les partenaires ont accepté avec enthousiasme, conscient·e·s que de nombreuses organisations travaillant sur divers aspects des droits des femmes et/ou sur l'agenda « Femmes, paix et sécurité », le changement climatique ou encore la consolidation de la paix pourraient tirer parti de cette rencontre et de la création de relations entre elles. À mesure que le projet ralliait les femmes et les organisations de femmes, bon nombre d'entre elles ont indiqué que, bien qu'elles étaient conscientes des répercussions du changement climatique et de la dégradation environnementale, elles n'avaient pas, en tant qu'organisations de femmes, une vision commune de ces impacts, ni de messages communs à cet égard. Elles ont cherché à organiser un espace pour se mettre en relation avec d'autres femmes défendant les enjeux climatiques et environnementaux, et pour explorer la manière dont elles pourraient collaborer dans le but de concevoir une approche de plaidoyer plus ciblée et davantage basée sur des preuves factuelles.

Cette collaboration a démarré avec une étude cartographique menée en Colombie, au Yémen et au Mali, comportant une enquête et des entretiens de femmes activistes et d'organisations dirigées par des femmes, ainsi qu'une recherche documentaire. Les études cartographiques permettaient de documenter les connexions que les organisations de défense des droits des femmes avaient déjà soulevées entre le changement climatique et la sécurité, et la mesure dans laquelle les politiques et la mobilisation climatiques reconnaissent l'importance de l'égalité des genres, de la prise en compte systématique de la dimension de genre et de la participation des femmes. Lors de cette cartographie, des activistes, collectifs et diverses organisations menées par des femmes ont été identifiées et encouragées à prendre part au projet. Des efforts ont été déployés pour intégrer des femmes d'origines ethniques différentes, de divers groupes urbains ou ruraux, de réseaux de jeunes femmes ou de femmes plus âgées, et, plus globalement, pour mettre en commun différentes expériences et perspectives.

Une série d'ateliers a été organisée en novembre et décembre 2021, co-animée par le DCAF et des pays partenaires (organisations de la société civile et expertes sur la question de genre). Soixante-huit organisations pour les droits des femmes y ont participé, représentant une large diversité de femmes, y compris des dirigeantes politiques populaires, indigènes, rurales et d'anciennes dirigeantes, provenant de diverses zones géographiques de ces trois pays. En Colombie, 90 % des participantes aux ateliers ne provenaient pas de la capitale. Au Mali, parmi les participantes se trouvaient des femmes originaires des régions de Tombouctou et de Gao, fortement affectées à la fois par les conflits et par le changement climatique. Au Yémen, les femmes se sont rassemblées dans cinq pôles régionaux à travers le pays. Le format et le contenu des ateliers dans les trois pays

variaient selon les besoins, les priorités et les intérêts des femmes, mais ils étaient tous basés sur l'éthique des principes féministes. Chaque atelier combinait la création d'un espace pour que les femmes partagent leurs expériences, le renforcement des connaissances techniques des femmes quant à la mobilisation pour l'élaboration de politiques, et le soutien d'un programme émergent de sensibilisation et de mécanismes de coopération pour le groupe. Une société de production audiovisuelle a collaboré avec le DCAF et les pays partenaires pour capturer les messages émanant des discussions, ainsi que les histoires personnelles.

### Recommandations des femmes

1. Appliquer une perspective de sécurité humaine intersectionnelle pour le lien conflit/climat.
2. Aborder la dégradation de l'environnement lorsque l'on parle de changement climatique.
3. Prioriser les objectifs pour l'égalité des genres dans toutes les actions menées pour le climat et l'environnement.
4. Aborder les connexions entre le climat et l'environnement, la consolidation de la paix et l'égalité des genres.
5. Éviter la sécuritisation des réponses à la crise climatique et environnementale.
6. Réduire l'impact climatique et environnemental du secteur de la sécurité lui-même.
7. Garantir la participation significative et le leadership des femmes.
8. Prévoir des ressources pour les femmes dans les pays fragiles et touchés par les conflits.

Ce rapport présente un résumé de chacun des trois pays qui sont la Colombie, le Yémen et le Mali, dans lequel les femmes participantes décrivent quelles sont, de leur point de vue, les réalités du lien climat/sécurité/genre dans leurs communautés, et ce qu'elles considèrent comme indispensable pour la suite. Dans chaque contexte, les femmes exposent des problèmes apparemment insolubles et des enjeux complexes faisant obstacle à leur voix et leur influence, mais aussi à l'innovation, à la détermination et à l'espoir. En se fondant sur les caractéristiques des expériences, de la perception et du point de vue de ces femmes, le rapport identifie huit recommandations générales pour orienter les politiques et programmes internationaux et nationaux en matière d'environnement et de consolidation de la paix.

---

*.. nous travaillons sur des questions climatiques, nous travaillons sur la problématique concernant la sécurité alimentaire, mais nous n'avons pas forcément fait le lien entre sécurité humaine et le changement climatique et cette formation nous a permis de comprendre que l'ensemble de ces préoccupations peuvent trouver leurs répondants à différents niveaux.*

*Participante malienne*

---

## Étapes suivantes

En Colombie, au Yémen et au Mali, ce projet a soutenu la création d'un réseau de femmes activistes et d'organisations menées par des femmes, ainsi que le développement de plans d'action de sensibilisation à l'égard des liens entre le climat, l'environnement, le conflit/la consolidation de la paix et le genre. Au cours des prochains mois, les femmes de chaque pays rencontreront des responsables politiques, des acteur·trice·s du secteur de la sécurité, des responsables de l'ONU et des donateur·trice·s afin de leur présenter leurs réflexions, leurs propositions et leurs demandes. Les représentantes de chaque pays participeront à des événements à Genève et à New York aux côtés de l'ONU et d'autres parties prenantes internationales. Les femmes de Colombie, du Mali et du Yémen seront également mises en contact afin de partager et de comparer leurs expériences et leurs plans vis-à-vis du fait que le renforcement de la solidarité incite à l'engagement et à la sensibilisation.





# **Recommandations des femmes**



# Recommandations des femmes

*Nous devons prendre soin de notre planète, et nous devons faire en sorte d'offrir aux générations futures un avenir sécurisé.*

*Participante colombienne*



## 1. Appliquer une perspective de sécurité humaine intersectionnelle au lien conflit/climat

Les femmes en Colombie, au Mali et au Yémen évoquent d'innombrables manières dont le changement climatique et la dégradation de l'environnement contribuent à alimenter les conflits et l'insécurité, au détriment de la consolidation de la paix. Les déplacements, l'instabilité et les tensions sociales exacerbées par le changement climatique et la dégradation environnementale ont plusieurs niveaux et sont omniprésents. En Colombie, les impacts du changement climatique se traduisent par la réduction de la productivité des terres agricoles, aggravant la concurrence de longue date pour la propriété des terres. Les communautés font également face à des groupes armés qui exploitent illégalement et font passer en contrebande les ressources naturelles, ainsi qu'à de grandes entreprises autorisées à exploiter de manière légale, dévastant les moyens de subsistance traditionnels. Les femmes expliquent que les difficultés économiques et l'obligation de quitter les terres, sous-jacentes au changement climatique et à la dégradation environnementale, peuvent inciter les hommes à rejoindre des groupes armés pour subvenir aux besoins de leur famille. Au Mali, la concurrence entre les villages pour les ressources forestières engendre des conflits récurrents entre les communautés. L'évolution des régimes climatiques, notamment la variabilité des précipitations, a des répercussions sur les moyens de subsistance traditionnels et génère des conflits entre les éleveur-se-s et les agriculteur-trice-s. Au Yémen, le changement climatique aggrave les pénuries d'eau et d'autres ressources naturelles, ce qui crée des conflits

intercommunaux. Ces conflits sont à l'origine des vagues de PDI (personnes déplacées internes, qui sont, de manière disproportionnée, majoritairement des femmes) dans les communautés, conduisant à une hausse des tensions autour de l'approvisionnement en eau et en autres ressources naturelles. Ceci peut entraîner une certaine amertume des communautés hôtes à l'égard des PDI, alimentant le cercle vicieux de conflits.

Pourtant, les femmes insistent sur le fait que, même si le changement climatique et la dégradation environnementale peuvent être des facteurs directs de conflit, la violence armée ne devrait pas constituer l'axe principal pour comprendre les liens entre le climat et la consolidation de la paix. **Les politiques internationales et nationales doivent appliquer un concept large de sécurité humaine dans les connexions entre (in)sécurité, conflit, genre, changement climatique et dégradation environnementale.** Pour ce faire, une perspective intersectionnelle doit être appliquée, permettant de reconnaître les différentes expériences des communautés, selon des facteurs tels que l'ethnicité, la vie rurale ou urbaine, la classe sociale, le niveau de richesse, etc.

Les femmes maliennes identifient les impacts climatiques sur les dimensions personnelle, politique, communautaire, économique, alimentaire, sanitaire et environnementale de la sécurité humaine. Elles racontent comment les impacts du changement climatique forcent des femmes à s'éloigner de chez elles pour trouver du bois pour le feu et des produits de récoltes. En faisant cela, elles s'exposent au risque de violences de la part d'hommes, notamment de jihadistes. Ces risques physiques pour la sécurité amoindrissent l'espace pour la mobilité des femmes, réduisant alors leurs opportunités en matière d'éducation, économiques et sociales. Les femmes yéménites montrent en quoi une gouvernance médiocre, la marginalisation politique et la corruption sont des facteurs qui alimentent à la fois les conflits et limitent la capacité à s'adapter au changement climatique. Les femmes colombiennes, quant à elles, expliquent en quoi les impacts du changement climatique accroissent les risques touchant à l'autonomie des femmes : moyens de subsistance, accès aux produits et services de base, accès et contrôle des ressources naturelles, sentiment d'appartenance et menaces physiques. Les politiques publiques doivent apporter et financer des initiatives environnementales qui soient complètes et intersectionnelles : elles doivent intégrer toutes les dimensions de la société humaine, prendre en compte les différents besoins des communautés, et répondre aux besoins spécifiques des communautés marginalisées.



## 2. Aborder la dégradation de l'environnement lorsque l'on parle de changement climatique

Les femmes du Mali, du Yémen et de Colombie insistent sur le fait que les effets du changement climatique sur les conflits et la sécurité ne peuvent pas être isolés du vaste spectre des formes et des effets de la dégradation environnementale. Dans de nombreux cas, les impacts du changement climatique intensifient la dégradation environnementale provoquée par l'exploitation humaine, et très souvent l'extraction de ressources naturelles qui, à son tour, contribue au réchauffement climatique. En Colombie, les femmes comprennent que l'impact climatique est étroitement lié aux problèmes de déforestation, d'accaparement des terres et d'activités d'extraction très peu réglementées. Les défenseur·se·s de l'environnement sont au premier rang du combat contre ces enjeux interconnectés, et il est urgent de les protéger. Les femmes maliennes relient les impacts du changement climatique à leur pénurie en eau et à la désertification, ainsi qu'à l'exploitation de ressources naturelles au moyen d'activités forestières et aurifères excessives. Elles s'inquiètent des impacts de la pollution sur la santé, notamment la santé reproductive des femmes. Au Yémen,

les femmes soulignent la pollution pétrochimique, les maladies aéroportées et la destruction des habitats naturels, à l'origine de déplacements et de la mauvaise santé des autochtones, allant de pair avec le changement climatique.

**Les politiques et stratégies internationales et nationales doivent s'engager à prévenir et à inverser la dégradation environnementale, de manière aussi active qu'elles s'engagent pour l'enjeu du changement climatique.** Cela exige un engagement et des actions pour protéger l'intégrité environnementale et de l'écosystème. Cela exige un engagement et des actions pour endiguer les dégâts environnementaux causés, en particulier ceux provoqués par l'exploitation des mines, les activités agro-industrielles et l'extraction de combustibles fossiles.



### 3. Prioriser les objectifs pour l'égalité des genres dans toutes les actions menées pour le climat et l'environnement

Les femmes au Yémen, en Colombie et au Mali sont témoins dans leur vie quotidienne, ainsi que dans celle de leur communauté, de la façon dont les inégalités des genres rendent les femmes et les filles plus vulnérables face aux insécurités liées au climat, et de la façon dont les effets du changement climatique amplifient la violence et les inégalités basées sur le genre. Les femmes yéménites ont expliqué pourquoi, lors de crues-éclair et d'autres catastrophes naturelles, les femmes, et plus particulièrement les femmes enceintes ou ayant des enfants en bas-âge, avaient un risque plus élevé de mourir. Les femmes colombiennes ont identifié plusieurs cercles vicieux néfastes : les conditions environnementales changeantes incitent les femmes à migrer vers d'autres régions, un processus au cours duquel elles sont confrontées au risque de violence sexuelle et de traite des personnes. Du fait des activités d'exploitation à grande échelle qui détruisent leurs moyens de subsistance et forcent les communautés à quitter leurs terres, les femmes ont un risque plus élevé d'être en danger et d'être victimes de violence sexuelle. Au Mali aussi, les effets du changement climatique et la dégradation environnementale accroissent la vulnérabilité des femmes et des filles vis-à-vis de la violence sexuelle, de la prostitution, de la polygamie (légale au Mali) et des enlèvements, ainsi que de la mortalité maternelle. Dans chaque pays, ces impacts sont différents selon les différents types de communautés et de groupes : ruraux ou urbains, riches ou pauvres, divers groupes ethniques, etc.

**Les politiques et les mesures internationales et nationales liées au climat et à l'environnement, notamment la consolidation de la paix environnementale, doivent en priorité soutenir l'égalité des genres, en reconnaissant l'égalité des genres comme élément indispensable pour améliorer la résilience au changement climatique et la capacité d'adaptation.** Cela nécessite de consacrer des fonds aux mesures en faveur de l'égalité des genres et de veiller à ce que les femmes participent et tirent parti des programmes pour le climat et l'environnement, à chaque étape et à chaque niveau. Pour cela, l'ensemble des politiques et projets climatiques et environnementaux doivent montrer qu'ils prennent en compte la dimension de genre en appliquant une perspective intersectionnelle, notamment en fixant des objectifs liés au genre et en contrôlant les impacts selon le genre.



#### 4. Aborder les connexions entre le climat et l'environnement, la consolidation de la paix et l'égalité des genres

En Colombie, au Mali et au Yémen, de nombreux programmes, mécanismes et parties prenantes, nationaux et internationaux, œuvrent pour favoriser la consolidation de la paix. Pourtant, dans chaque pays, les femmes avancent que les processus pour la consolidation de la paix ne font pas suffisamment le lien avec le changement climatique et la dégradation environnementale.

**Les politiques et programmes pour la consolidation de la paix, menés à la fois par des acteur-trice-s nationaux et internationaux, doivent expressément envisager et chercher à aborder les liens entre le climat et l'environnement, le conflit et la stabilité, et la manière dont ces paramètres ont des répercussions selon le genre. Le concept de « consolidation de la paix environnementale » peut être pertinent, mais il doit tenir compte des besoins et des rôles propres au genre, et être axé sur la participation des femmes.**

Les femmes ont de nombreuses propositions sur la façon dont ces liens peuvent être établis. Au niveau national, il est essentiel de mettre en place une politique et des mécanismes de coordination intergouvernementaux qui abordent le sujet de l'adaptation et de l'atténuation des changements climatiques, de la protection environnementale et de la gestion des ressources naturelles et qui intègrent véritablement une perspective de genre et reconnaissent les rapports entre paix et sécurité. Les femmes colombiennes mettent en évidence la nécessité d'avoir de meilleures données pour orienter les politiques climatiques et environnementales, suggérant que les gouvernements nationaux et locaux travaillent avec les universités et les femmes autochtones afin de systématiser les preuves et données empiriques à l'égard du lien changement climatique-genre-paix et sécurité. De telles recherches doivent être hautement participatives, et privilégier les expériences de femmes se trouvant au premier plan de la crise climatique. Les femmes au Mali appellent à une politique orientée sur le genre, la sécurité et le changement climatique. Les femmes au Yémen proposent de créer une institution nationale nouvelle, indépendante et impartiale en vue de gérer les ressources naturelles et de s'attaquer aux effets du changement climatique de façon inclusive, juste et habilitant les acteur-trice-s locaux-les, plus particulièrement les organisations menées par les femmes. Elles identifient la nécessité de former à la fois les hommes et les femmes à répondre aux catastrophes et à gérer les risques, afin d'améliorer leur résilience face au changement climatique. Dans une optique de consolidation de la paix, elles proposent de mettre en place des programmes de résolution et d'atténuation axés sur les impacts des conflits sous-jacents au changement climatique.



#### 5. Éviter la sécuritisation des réponses à la crise climatique et environnementale

Les femmes maliennes, yéménites et colombiennes ont observé que les acteur-trice-s du secteur de la sécurité peuvent jouer divers rôles, positifs ou négatifs, dans la mise en œuvre de politiques climatiques et environnementales et de gestion des ressources naturelles. Elles ont considéré les processus de réforme du secteur de la sécurité dans leur pays comme points de départ essentiels pour garantir que les rôles du secteur de la sécurité à l'égard de l'environnement soient établis et exécutés en suivant les principes de bonne gouvernance, de responsabilisation, de transparence

et d'accès à la justice. Selon les femmes maliennes, les acteur-trice-s du secteur de la sécurité appliquent une perspective restreinte du concept de « sécurité », ce qui limite leur capacité à établir des connexions entre leur métier et les enjeux environnementaux.

Les femmes colombiennes font plus directement face au personnel du secteur de la sécurité (travaillant à la fois pour certaines agences de sécurité de l'État et pour des entreprises de sécurité privées) qui est impliqué dans des initiatives environnementales menaçant les droits humains et les communautés. Elles ont d'ailleurs expliqué dans quelle mesure le personnel de sécurité travaillant sur des projets d'énergie propre peut parfois constituer une menace aux yeux des défenseuses de l'environnement, et est associé à une menace de violence sexuelle envers les femmes. Lorsque du personnel militaire est mobilisé dans des opérations de secours aux sinistré-e-s, leur présence peut augmenter, plutôt que diminuer, la perception et l'insécurité des femmes. Dans certaines régions, la législation et les politiques de protection de l'environnement pénalisent les communautés locales, y compris les communautés indigènes, qui dépendent de la forêt pour survivre. Ce type de législations peut aboutir au harcèlement et à l'emprisonnement de membres de communautés pour avoir continué une agriculture de subsistance dans des contextes de plus en plus limités et contrôlés, tandis que ces législations n'interdisent pas les activités de groupes armés illégaux qui accaparent les terres pour en faire des cultures illicites, ni n'empêchent l'attribution frauduleuse de permis d'exploitation à de vastes projets énergétiques ou miniers.

---

*En tant que femmes, nous sommes des actrices déterminantes car nous avons porté, d'une façon ou d'une autre, le plus lourd fardeau du conflit. Bien entendu, nous, les femmes, avons toujours apporté notre contribution, au moyen d'initiatives et d'idées, mais aussi dans nos actions de tous les jours, que ce soit en tant que femmes au foyer ou en tant que leaders de la société.*

*Participante colombienne*

---

**La sécuritisation ou la militarisation des politiques et des réponses climatiques doivent être évitées.** Des mesures réglementaires et de contrôle spécifiques doivent être mises en place par les prestataires de sécurité publics et privés afin d'empêcher l'intimidation ou l'abus des communautés, plus particulièrement des défenseuses de l'environnement. En ce qui concerne les abus, des mécanismes doivent être instaurés pour assurer la responsabilité et le recours à la justice. Aussi, des mesures pour faire appliquer la protection environnementale doivent être élaborées en collaboration avec les communautés concernées, dans le but d'éviter tout détournement de ressources en matière de sécurité et tout recours abusif à la force.



## 6. Réduire l'impact climatique et environnemental du secteur de la sécurité lui-même

Au Yémen, au Mali et en Colombie, les femmes n'avaient pas accès à des informations relatives à l'impact des activités du secteur de la sécurité sur le climat et l'environnement de leur pays, mais c'est un sujet qui les préoccupe. Une organisation de femmes au Mali mène des recherches sur les répercussions des actions des groupes armés sur la santé et l'environnement, notamment les impacts des forces étrangères présentes au Mali. Cela fait écho aux demandes des scientifiques et des activistes à travers le monde pour évaluer l'empreinte carbone des militaires.

*Il est primordial qu'il y ait un partenariat entre les pays touchés par le changement climatique et les pays à l'origine du changement climatique.*

*Participante yéménite*

**Le secteur de la sécurité devrait être amené à prendre des mesures pour atténuer son impact climatique et environnemental.** Plus précisément, les émissions de gaz à effet de serre des forces militaires devraient être contrôlées de façon transparente (dans leur pays ou à l'étranger) et communiquées, et ne devraient pas être exemptes d'engagements multilatéraux pour le climat. Le maintien de la paix de l'ONU a été décrit comme « le principal facteur du changement climatique au sein du système des Nations Unies ».<sup>1</sup> Les missions de maintien de la paix de l'ONU devraient s'intensifier et accélérer leur travail pour communiquer et réduire leur impact climatique et environnemental.



## 7. Garantir la participation significative et le leadership des femmes

Au Mali, au Yémen et en Colombie, les femmes appellent à participer au processus de conception, de mise en place et de contrôle des politiques climatiques et environnementales, ainsi qu'aux processus de paix et de sécurité, à tous les niveaux. Les femmes maliennes ont elles-mêmes formé la Coalition Malienne Genre, Sécurité et Changement Climatique, dans l'optique d'influencer la planification au sein du ministère de l'environnement et d'avoir un rôle de « défenseuses des citoyens ». Elles militent pour le renforcement des capacités des femmes et des filles dans les milieux ruraux à l'égard du lien entre le genre, la sécurité et le changement climatique et encouragent les plateformes, réseaux et groupes de femmes et de filles à prendre part dans les processus de politiques émergents. Les femmes yéménites soulignent le travail déjà accompli par les femmes leaders dans la consolidation de la paix, l'aide humanitaire et la gestion environnementale au niveau local : les femmes disposent de structures au sein des communautés et d'une crédibilité auprès de leur circonscription, leur permettant de les amener à travailler sur le changement climatique et avec les entités de gestion des ressources naturelles. En Colombie, les femmes revendiquent des espaces sûrs et efficaces pour leur participation publique, en particulier pour les défenseuses de l'environnement.

1. Richard Croker, ministre-conseiller du Royaume-Uni auprès de l'ONU (2021) "Supporting Effective Missions through UN Peacekeeping", 75e Assemblée Générale des Nations Unies, Cinquième commission, deuxième reprise de session, New York, 3 mai.

L'agenda « Femmes, paix et sécurité » a catalysé les engagements et les actions dans de nombreux pays touchés par les conflits afin d'accroître la participation et le leadership des femmes. Pourtant, les femmes en Colombie, au Yémen et au Mali n'ont pas forcément perçu les processus liés au plan d'action nationaux « Femmes, paix et sécurité » comme très pertinents pour aborder leurs problèmes de sécurité afférents au climat. Elles ont plutôt cherché à s'engager avec de nouveaux·elles acteur·trice·s au niveau national et local, capables de promouvoir la résilience face au changement climatique en tenant compte du genre : ministères de l'environnement, des ressources naturelles et de la planification, agences sanitaires, etc.

**Dans les pays fragiles et en proie aux conflits, il est crucial que des mesures soient prises pour assurer la participation et le leadership intégral et significatif des femmes dans les politiques climatiques, la gestion environnementale, la préparation aux catastrophes et les mécanismes d'intervention.** Cela nécessite que les espaces politiques liés au climat et leurs institutions, mécanismes et communautés de pratique correspondants s'engagent à accueillir la participation des femmes et à prendre des mesures pour y parvenir. Diverses femmes devraient être habilitées à travers différentes communautés, notamment des femmes issues de groupes marginalisés. Il est indispensable d'encourager les femmes à influencer les décisions relatives à des thèmes critiques pouvant s'attaquer aux causes profondes du changement climatique, de la destruction et de l'insécurité environnementale, comme l'exploitation et l'extraction peu réglementées, les infrastructures, la création d'emplois et les dépenses militaires autour des ressources naturelles.

---

*Je pense que les Nations Unies sont là en appui en tant que partenaires financiers et techniques et c'est nous et les acteurs principaux et les personnes les plus touchées qui devront prendre part principalement à l'action.*

*Participante malienne*

---



## 8. Prévoir des ressources pour les femmes dans les pays fragiles et touchés par les conflits

Comme indiqué précédemment, les femmes en Colombie, au Yémen et au Mali ont l'expertise, les structures et les contacts nécessaires au sein de leur communauté pour contribuer de manière significative à la gestion des ressources naturelles, à l'adaptation et à la résilience face au changement climatique. Leur travail mérite et doit être soutenu par leur gouvernement ainsi que par les acteur·trice·s et financements multilatéraux. Les femmes colombiennes, par exemple, appellent à une aide économique et technique pour les mouvements féministes et environnementaux. De même, les femmes maliennes cherchent à renforcer les capacités techniques des femmes quant aux processus politiques climatiques et environnementaux. Elles estiment que les différents flux de financement pour l'adaptation climatique de l'ensemble des financements liés au climat dépensés au Mali devraient soutenir les initiatives des femmes menées à petite échelle, afin d'améliorer la production agricole et de développer des moyens de subsistance alternatifs. Les femmes yéménites ont identifié le besoin de prise de conscience autour du lien et de ses enjeux dans un contexte de consolidation de la paix lors d'une crise humanitaire, mais aussi de davantage de mesures pour garantir que le financement climatique est en effet accessible aux femmes pour aider les organisations de femmes à surmonter les obstacles bureaucratiques à l'éligibilité.

**Les financements multilatéraux pour le climat, d'autres financements internationaux pour le développement lié au changement climatique, les missions de maintien de la paix des Nations Unies et toutes les mesures pour le climat et l'environnement connexes doivent prévoir un financement substantiel pour permettre le leadership et les actions de lutte contre le changement climatique menées par des femmes dans les pays fragiles et en conflit.** Des structures doivent être mises en place afin de garantir que les financements directs parviennent aux organisations, coopératives et entreprises de femmes, y compris les entités informelles de femmes et les femmes issues de communautés et de groupes marginalisés. Le rendement et l'efficacité de l'investissement dans les programmes d'adaptation et de résilience face au changement climatique menés par des femmes ont été démontrés. Le fait d'investir dans les activités communautaires de médiation et de résolution des conflits des femmes offrent des opportunités de progrès au niveau du lien entre le climat, l'environnement, le genre et le conflit.



**Perspectives des  
femmes sur le lien  
entre le climat/la  
sécurité/le genre**



# Colombie

Perspectives des femmes  
sur le lien entre le climat/la  
sécurité/le genre



La Colombie est touchée par diverses formes d'insécurité, notamment celles causées par 50 ans de conflits armés internes. En 2016, un accord de paix entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie a été signé, reprenant à la fois les objectifs et les attentes pour une transition vers une société plus pacifique. Le processus de consolidation de la paix du pays est confronté à de nombreux enjeux et opportunités, notamment vis-à-vis de la crise climatique.

La Colombie compte le plus grand nombre de phénomènes météorologiques extrêmes en Amérique du Sud, notamment en termes d'inondations, d'ouragans, d'ondes de tempête, de sécheresse et de vagues de chaleur. Les glissements de terrain, les impacts de la hausse du niveau de la mer et les tremblements de terre sont aussi des problèmes très graves.<sup>1</sup> Le taux de déforestation a considérablement augmenté depuis la signature de l'accord de paix, tout comme la violence contre les défenseur-se-s de l'environnement et des droits humains. Il existe des preuves qui démontrent que les difficultés économiques découlant des conditions environnementales changeantes facilitent le recrutement des groupes armés, qui semblent offrir des opportunités économiques dans un contexte de précarité d'ordre climatique. Les conflits pour le partage des ressources et les tensions entre les groupes armés engendrées par le contrôle territorial des régions riches en ressources ont augmenté dans au moins 11 municipalités.<sup>2</sup> En outre, de plus en plus d'éléments tendent à prouver les impacts de ces aspects selon le genre : par exemple, dans la région amazonienne, les Afro-Colombiennes et les femmes indigènes indiquent des niveaux plus élevés d'impacts des déplacements dus au changement climatique et des conflits pour les ressources que les hommes.<sup>3</sup>

1. "World Bank Climate Change Knowledge Portal", <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/>, consulté le 2 février 2022.

2. Javier Cárdenas, Cristal Downing et Juanita Vélez, *Climate-Driven Recruitment and Other Conflict Dynamics in Colombia* (Université des Nations Unies, 2021).

3. Ibid.

## Rassembler les femmes

Au cours de 2021/2022, le DCAF et l'ONG colombienne Centro de Estudios sobre Justicia, Derecho y Sociedad (Dejusticia) ont collaboré pour regrouper des femmes travaillant sur le lien entre les droits des femmes, la consolidation de la paix et les actions pour le climat et l'environnement. Dejusticia est une organisation de recherche et de défense basée en Colombie qui se consacre à renforcer l'État de droit et la promotion de la justice sociale et des droits humains en Colombie et dans les pays du Sud.

Le processus mis en place par le DCAF et Dejusticia avait pour objectif d'exposer les liens entre les notions de genre, de climat, de paix et de sécurité en Colombie, et de renforcer la capacité des organisations de femmes à promouvoir l'intégration d'une perspective des droits des femmes, du genre et du climat dans les processus de paix et de sécurité du pays. Le DCAF a un intérêt tout particulier à comprendre quels sont les liens entre une bonne gouvernance du secteur de la sécurité, la réforme du secteur de la sécurité et le climat, en tenant compte de la dimension de genre.

---

*Ces femmes proviennent de divers milieux : celles du mouvement pour l'environnement ont trouvé l'impact du genre très intéressant dans le sens où c'était une manière pour elles de sortir de ce sur quoi elles ont l'habitude de se concentrer. Les organisations de femmes ont observé la façon dont les enjeux environnementaux et leur objectif, en tant que féministes, s'entrecroisent. Je pense que cela créera des liens.*

*Participante colombienne*

---

Lors de la phase initiale du projet, Dejusticia a documenté des données de base sur les intersections entre le genre, le changement climatique et la paix et la sécurité dans le pays, en faisant remarquer comment ces connexions étaient intégrées au niveau politique. Dejusticia a ensuite réalisé 26 enquêtes semi-structurées sur les organisations de femmes et les organisations environnementales menées par des femmes afin de comprendre et de documenter leurs connaissances et leur travail sur le lien genre/climat/conflit. Cela a permis de créer un atelier visant à réunir les différentes organisations.

L'atelier sur trois jours, appelé « Le lien entre le changement climatique, le genre, la paix et la sécurité » s'est déroulé à Bogotá du 16 au 18 novembre 2021. Vingt-quatre femmes y ont participé, dont la plupart ne venait pas de la capitale. Le groupe était composé de femmes vivant dans les zones rurales et urbaines, de femmes indigènes, de femmes d'ascendance africaine et de femmes de différents âges. Il regroupait des activistes du mouvement féministe ayant un intérêt dans le programme de lutte contre le changement climatique, des leaders pour l'environnement et des femmes leaders de mouvements pour l'environnement. Une liste des organisations ayant participé est fournie à la fin de cette section sur la Colombie.

Au cours des trois jours, les femmes ont identifié des problèmes qui, de leur point de vue, incarnaient le lien changement climatique-genre-paix et sécurité. Elles ont réfléchi à des acteur·trice·s et à des scénarios avec lequel·le·s elles pourraient interagir afin de faire part de leurs préoccupations et ont établi une stratégie de plaidoyer collective. Les discussions et les priorités identifiées par les femmes tout au long de l'atelier constituent la base de l'analyse et des recommandations de ce rapport.



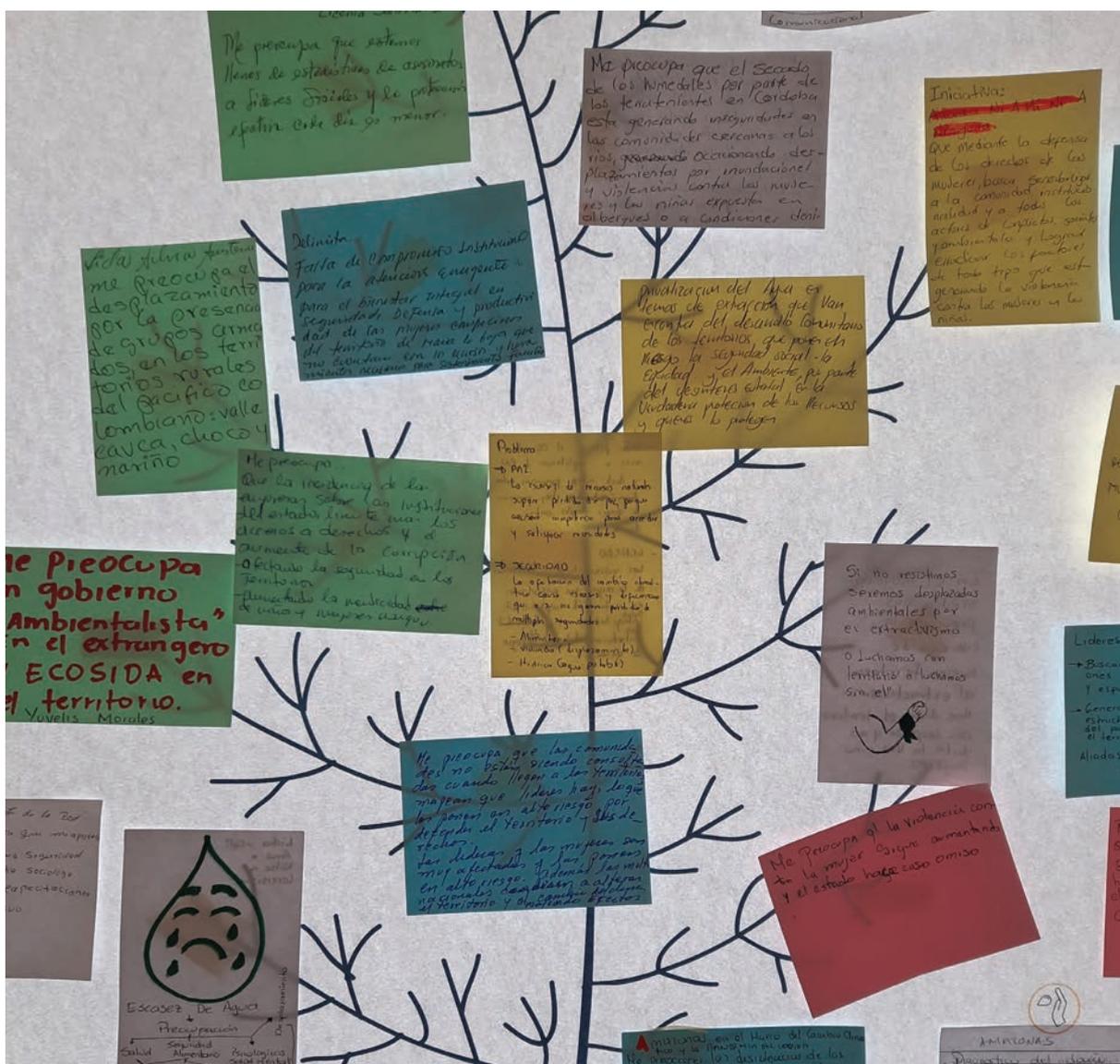
## Ce que voient, savent, et disent les femmes

Les femmes colombiennes engagées dans ce projet perçoivent diverses connexions entre le changement climatique et la sécurité. Le changement climatique agit comme un multiplicateur de menaces, provoquant des changements environnementaux qui exacerbent les tensions sociales et, par conséquent, menacent les conditions permettant de maintenir la paix et d'éviter les conflits. En outre, elles indiquent que les conditions environnementales changeantes intensifient l'insécurité d'une manière qui n'est pas neutre en termes de genre : en raison des inégalités préexistantes, elles touchent majoritairement, et de manière disproportionnée, les femmes, tout en aggravant leur vulnérabilité. Pour les femmes participant à ce projet, la « sécurité » est considérée comme la capacité à agir de manière autonome en l'absence de risque. De ce fait, l'insécurité dans un contexte de changement climatique se manifeste par des risques nouveaux et accrus pour l'autonomie, dus à des modifications environnementales et à des événements météorologiques extrêmes. Ces risques varient considérablement dans différentes zones du pays, mais les risques suivants ont été identifiés parmi les manifestations les plus répandues.

- Les changements en termes de précipitations et les vagues de chaleur plus intenses et plus fréquentes dus au changement climatique ont un impact direct sur les terres et les moyens de subsistance. Les femmes vivant dans les zones rurales observent qu'à mesure que la productivité agricole diminue en raison des variations de précipitations, les gains de la production agricole s'amenuisent. Par conséquent, ces femmes font face à des difficultés économiques plus importantes et n'ont pas facilement accès aux produits et services de base, notamment la nourriture. Les conditions environnementales changeantes ont incité les

femmes à migrer vers d'autres régions, un processus qui les expose à des risques comme la violence sexuelle et la traite des personnes. Pour les femmes indigènes, la dégradation environnementale et de leurs moyens de subsistance est considérée comme une menace directe à leur autonomie physique, car selon leur cosmologie il n'existe pas de séparation entre le corps et l'environnement.

- Les événements climatiques extrêmes, qui devraient augmenter en intensité et en fréquence, aggravent aussi les conditions d'insécurité des femmes. Les femmes et les enfants ont plus de risques de mourir lors d'inondations, de glissements de terrain, de tremblements de terre, de cyclones, entre autres, et les survivant-e-s ont une espérance de vie réduite. La violence basée sur le genre tend à accroître après de tels phénomènes. L'interruption souvent prolongée de l'accès aux produits et services de base, comme la santé et l'éducation, a également des conséquences selon le genre, obligeant de nombreuses femmes à migrer.
- La dégradation environnementale liée à la continuité des conflits armés a également été soulevée pendant l'atelier. Les femmes ont dénoncé la présence de groupes armés illégaux à la tête d'activités économiques souvent illicites. Celles-ci peuvent offrir aux familles un revenu complémentaire dans un contexte de précarité économique, mais ont incontestablement



un impact néfaste sur l'environnement. Par ailleurs, les femmes ont dénoncé les dégâts environnementaux causés par l'éradication forcée de cultures illicites par la pulvérisation de glyphosate, qui nuit à la santé des communautés locales, notamment la santé sexuelle et reproductive des femmes, et crée des conflits avec les communautés qui dépendent de ces cultures pour survivre. La mise en place de programmes bénévoles de substitution proposés dans l'accord de paix a été jugée nécessaire.

---

*Comme nous sommes les plus touchées, comme nos grand-mères.. ont perdu des enfants [et] des parents, nous avons repris [le] flambeau et nous nous autonomisons, afin d'être reconnues et d'obtenir une capacité d'action dans différents espaces.. En tant que femmes indigènes, [nous devons] être visibles et montrer l'importance de notre rôle aux niveaux local, régional, national et international.*

*Participante colombienne*

---

Les femmes colombiennes ont également identifié des liens entre le climat et la sécurité au niveau des impacts de l'exploitation minière, des activités agro-alimentaires à grande échelle, de l'extraction de combustibles fossiles et des projets d'énergie propre.

- Ces activités sont à l'origine des déplacements des communautés et entraînent des dégâts environnementaux qui génèrent à leur tour un accroissement des risques et une réduction de l'autonomie. De nombreuses femmes ayant participé à l'atelier ont expliqué la façon dont, à mesure que les activités minières prenaient de l'ampleur sur leur territoire, leur environnement a été bouleversé de manière néfaste et leurs moyens de subsistance ont par conséquent été détériorés. Par exemple, des participantes de la région du Cauca affirment que, comme les ressources en eau ont été polluées par ces activités, les femmes et leur famille ont dû migrer vers d'autres régions. Des problèmes similaires ont été observés dans le cadre de projets dits « d'énergie propre ». Les défenseuses de l'environnement des régions de Santander, Antioquia et La Guajira ont fustigé la façon dont les projets d'énergie propre ont obligé les populations de leur territoire à migrer, du fait de la dégradation des terres et des obstacles de plus en plus nombreux en termes d'accès à l'eau potable.
- Les impacts problématiques des projets d'extraction et d'énergie insuffisamment réglementés sont exacerbés par le manque de mécanismes tangibles et efficaces de participation environnementale, qui permettrait d'autoriser ce type de projets avec le consentement préalable, libre et éclairé des communautés, ainsi qu'avec un engagement significatif d'approches en termes d'analyse et d'atténuation des risques liés à ces activités. Les informations sur des projets préalables sont peu accessibles en raison de la bureaucratie et du vocabulaire hautement technique généralement employé dans les études environnementales. Il n'existe aucun mécanisme via lequel les communautés pourraient prendre la décision d'autoriser ou non la mise en route de ces projets.
- Les activités minières, agro-industrielles, de combustibles fossiles et pour une énergie propre impliquent généralement des agents de sécurité externes. Il arrive que ces entreprises et leurs acteur-trice-s de la sécurité entrent en conflit avec les défenseuses de l'environnement, car ils menacent leur famille et leur vie intime, et de manière de plus en plus généralisée

constituent une menace en termes de violence sexuelle et d'exploitation des femmes dans les communautés concernées. En effet, selon l'ONG Global Witness, sur la période 2019-2020, la Colombie a été le pays comptant le plus d'assassinats de défenseur-se-s de l'environnement.<sup>4</sup> Les femmes perçoivent cela comme la partie émergée d'un problème plus large de sécuritisation et d'approche hautement militarisée pour les actions et les politiques climatiques, entraînant de nouveaux risques pour les femmes, en plus des déplacements forcés dus aux activités illégales des acteurs criminels.

Afin d'étayer les préoccupations des femmes vis-à-vis des démarches militarisées en matière d'actions climatiques, plusieurs interviews de femmes autochtones ont été réalisées par Dejusticia, et ont illustré comment les forces militaires en Colombie ont, dans certaines régions, été intégrées dans les mesures d'adaptation, d'atténuation et d'aide humanitaire dans le contexte du changement climatique, créant ainsi de nouveaux risques aux yeux des femmes. Selon les femmes vivant sur l'île de Providencia, la présence de l'armée pour apporter une aide humanitaire après le passage de l'ouragan Iota a augmenté leur sentiment d'insécurité. Operation Artemisa, un groupe de travail gouvernemental entre les ministères de l'environnement et de la défense qui aspire à lutter contre les crimes environnementaux dans les parcs nationaux, a condamné les *campesinos* et les indigènes pour des activités de déforestation à petite échelle, principalement pour subvenir à leurs propres besoins, tandis que les acteurs majoritairement responsables de la déforestation massive ne sont pas inquiétés.

## Implications pour la consolidation de la paix et la réforme du secteur de la sécurité

Les femmes participant à ce projet n'étaient généralement pas informées des débats et des processus relatifs à la réforme du secteur de la sécurité ayant lieu en Colombie. De la même manière, tandis que la police colombienne a travaillé sur l'intégration d'une perspective de genre et sur la consolidation de la paix environnementale, les femmes engagées dans ce projet n'en étaient pas conscientes. Il est donc nécessaire d'engager un dialogue plus large entre la police et les autres institutions du secteur de la sécurité et les organisations de femmes, notamment autour des liens entre le genre, le changement climatique et l'impact de la dégradation environnementale sur la sécurité des femmes et la consolidation de la paix.

## Ce que veulent les femmes

Les femmes colombiennes engagées dans le projet ont identifié un éventail de priorités pour les politiques et la planification locale en matière de climat, d'environnement et de gestion des ressources naturelles, s'inscrivant dans l'agenda « Femmes, paix et sécurité » et l'engagement d'acteur-trice-s internationaux-les. Tout au long du projet, le caractère indispensable de la pleine participation et de la participation significative des femmes est vivement réitéré.

---

4. "Global Witness reports 227 land and environmental activists murdered in a single year, the worst figure on record", communiqué de presse, Global Witness, 13 septembre 2021.

- I. Les gouvernements nationaux et locaux ont pour mission de promouvoir des mesures visant à regrouper des preuves et des données empiriques sur les liens entre le genre, le changement climatique, la paix et la sécurité

Même si les organisations féministes et les femmes leaders de mouvements pour la protection de l'environnement ont identifié plusieurs manières dont les dynamiques du changement climatique et de genre, de paix et de sécurité influent les unes sur les autres, une meilleure compréhension du fonctionnement de ces connexions est primordiale. De meilleures preuves et données empiriques (ventilées par sexe, âge, milieu rural/urbain, groupe ethnique, indigénité et d'autres facteurs) sont essentielles pour élaborer et contrôler des politiques efficaces destinées à contrebalancer les impacts néfastes de ces dynamiques sur les femmes. De tels processus doivent être hautement participatifs, et privilégier les expériences de femmes se trouvant au premier plan de la crise climatique.

- II. Les politiques et les plans d'actions nationaux et locaux doivent intégrer une perspective de genre lors de l'évaluation des risques de sécurité liés au climat, et promouvoir l'égalité des genres

Les actions et les politiques climatiques et environnementales doivent soigneusement identifier les risques existants envers les femmes qui sont liés au climat ainsi que les moyens envisageables pour les éviter, et se rendre compte que cela peut, de façon simultanée, encourager l'inégalité des genres. C'est un effort qui nécessite la participation des femmes, plus particulièrement celles faisant partie d'organisations féministes et pour l'environnement, dans les processus d'élaboration, de mise en place et de contrôle des politiques climatiques.

- III. Les gouvernements nationaux et locaux doivent promouvoir les normes et les accords en faveur d'une démocratie environnementale efficace

Il a été démontré que les activités d'extraction et les projets d'énergies renouvelables à grande échelle avaient de vastes répercussions préjudiciables sur les droits et la sécurité des femmes s'ils n'étaient pas correctement réglementés et contrôlés. La plupart du temps, cela est dû à un manque de mécanismes permettant une consultation pertinente et le consentement des communautés à l'égard de ce type de projets, ainsi qu'un manque de mécanismes permettant aux communautés de remonter les dégâts environnementaux et les abus des autorités, et finalement de bénéficier de solutions efficaces.

Les gouvernements locaux et nationaux doivent développer et promouvoir des mécanismes de participation environnementale tangibles et efficaces. Des mesures de protection sociale, du genre et de l'environnement doivent être établies, doivent garantir la pleine participation des communautés concernées et promouvoir les droits des femmes. Elles doivent encourager la mise en place d'accords internationaux qui assurent une démocratie environnementale sûre et la protection des défenseur-se-s de l'environnement, notamment en ratifiant et en mettant en œuvre l'accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú).

IV. Les gouvernements locaux et nationaux doivent inverser la sécuritisation des actions et des politiques climatiques, et se focaliser en priorité sur les causes profondes et sur le principe de « ne pas nuire » (« do no harm »)

Les femmes participant au projet étaient sceptiques quant à l'engagement militaire dans les actions climatiques, telles que les opérations militaires de lutte contre la déforestation. Ce type d'opérations a plutôt tendance à résoudre les symptômes que les causes fondamentales à l'origine des crimes environnementaux. En outre, elles risquent de mettre en péril les activités de subsistance des communautés marginalisées, comme les *campesinos* et les peuples indigènes (en partie en raison des failles des systèmes juridiques), laissant les responsables des crimes environnementaux à grande échelle impunis.

Les femmes argumentent que l'application militaire des lois pour le climat et l'environnement devrait être prise en compte par le ministère de l'environnement et du développement durable et par le ministère de la défense en dernier ressort. Elles proposent, à la place, que les gouvernements nationaux et locaux privilégient les actions intégrées qui traitent les causes profondes des problèmes occasionnés par le changement climatique. Lorsqu'un engagement militaire est proposé, le principe de « ne pas nuire » doit être le mot d'ordre des opérations, et des limites strictes doivent être établies au regard des rôles militaires.

V. Le gouvernement national doit adopter un plan d'action national « Femmes, paix et sécurité » et prendre en considération le climat

Dans leur stratégie pour aborder les relations entre le conflit, le genre, le climat et l'environnement en politique, les femmes colombiennes rappellent que la consolidation du plan d'action national « Femmes, paix et sécurité » doit être la priorité d'un gouvernement. Vingt ans après l'adoption de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, et malgré les appels persistants des organisations féministes, la Colombie n'a aucun plan d'action national « Femmes, paix et sécurité ».

La lente progression de la Colombie à accepter ce plan peut, cependant, constituer une opportunité pour apprendre des expériences d'autres pays et de veiller à ce que le lien entre le changement climatique, l'environnement et la sécurité soit établi. Les femmes insistent sur le fait que des espaces sûrs et efficaces pour leur participation à l'élaboration de politiques, plus particulièrement pour les organisations féministes et les défenseuses de l'environnement, sont garantis.

VI. Le gouvernement national doit faire du développement et de la mise en place d'un plan d'action de genre contre le changement climatique sa priorité

La Colombie dispose d'un ensemble de politiques générales et sectorielles relatives au lien entre le genre et le changement climatique, notamment le *Programa de fortalecimiento de capacidades para la integración del enfoque de género en la gestión del cambio climático* (Programme de renforcement des capacités pour l'intégration d'une approche de genre dans la gestion du changement climatique), ainsi que des guides sectoriels. Il manque cependant au pays un plan d'action genre et climat (ccGAP, basé sur la méthodologie établie par l'Union internationale pour la conservation de la nature). La méthodologie du ccGAP est hautement participative, elle intègre des mécanismes pour la participation active des femmes appartenant à des mouvements à la fois féministes et pour l'environnement, et elle est un outil pour l'élaboration de politiques intégrées et coordonnées en matière de genre et de changement climatique. Développer un ccGAP en Colombie serait une étape

critique vers une action climatique tenant compte du genre. En outre, les ccGAP de pays comme le Liberia et le Ghana ont fructueusement intégré la dimension de sécurité du changement climatique et de ses impacts selon le genre, ce qui illustre que la mise en place d'un ccGAP dans un pays peut ouvrir la voie à l'intégration de considérations sur le lien genre-climat-sécurité dans les politiques climatiques.

#### VII. Le financement et le soutien international doivent être directement orientés vers des initiatives qui garantissent les droits des femmes dans le contexte des connexions entre le changement climatique et la sécurité

Il existe trois domaines prioritaires dans lesquels le soutien international pourrait permettre une forte progression pour aborder le lien genre/changement climatique/paix et sécurité.

(i) Apporter une aide économique et technique aux mouvements féministes et pour l'environnement afin de promouvoir et de renforcer l'agenda sur le genre/changement climatique/paix et sécurité, plaçant les expériences des deux mouvements au premier plan de la protection environnementale et de la consolidation de la paix.

(ii) Apporter une aide économique et technique au gouvernement, aux universités et aux ONG colombiens pour permettre des recherches approfondies sur le lien genre/changement climatique/paix et sécurité, et ouvrir la voie au développement politique et à la mise en place et au suivi des politiques.

(iii) Fournir des fonds pour mener des recherches sur les liens entre la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité, le changement climatique et la gestion environnementale, dans le but d'orienter les mesures visant à renforcer la bonne gouvernance, l'accès à la justice et la transparence de l'engagement du secteur de la sécurité pour le climat et l'environnement.

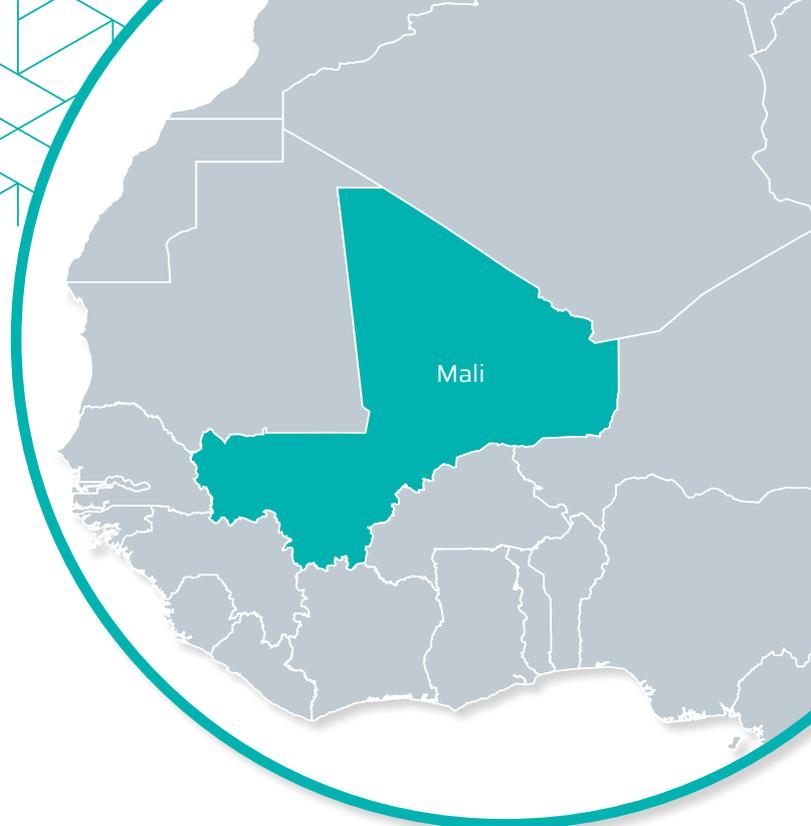
### Organisations participantes

1. Alianza Colombia Libre de Fracking (Cesar)
2. Mujeres Trenzadoras
3. Alianza Colombia Libre de Fracking (Antioquia), Comité Defensa Ambiental
4. Asociación de Mujeres Negras, Indígenas y Campesinas (AMUNIC)
5. Consejo Comunitario La Toma
6. Comité por la Defensa del Agua, la Vida y el Territorio - AGUAWIL
7. Liga Internacional de Mujeres por la Paz y la Libertad (LIMPAL)
8. Fuerza de Mujeres Wayuu
9. Colombia Diversa
10. Organización Grupo Femenina
11. Mesa Nacional de Mujeres Negras, Afrocolombianas, Raizales, Palenqueras
12. Resistencia a la Minería
13. Guardianas de la Naturaleza
14. Red de Mujeres Municipal El Paso (ANUC)
15. Organización Nacional Indígena de Colombia (ONIC)



# Mali

## Perspectives des femmes sur le lien entre le climat/la sécurité/le genre



Le Mali est l'un des pays les plus pauvres au monde, avec plus de 60 % de la population vivant dans la pauvreté.<sup>1</sup> Le faible développement économique du Mali, l'insuffisance de terres cultivables et la pauvreté rendent le pays particulièrement vulnérable face aux impacts du changement climatique, qui représentent une menace considérable au développement du pays et à l'alimentation et la santé de ses habitant·e·s. Parmi les principaux problèmes figurent l'irrégularité et la diminution des pluies, les insectes ravageurs de cultures et la désertification : le Sahara occupe les deux-tiers de la surface du pays, et continue de gagner du terrain.<sup>2</sup>

La crise politique et de sécurité de 2012 ainsi que la volatilité et l'instabilité du Nord du Mali a engendré le départ de l'administration publique dans ces zones, entraînant un manque de services de base pour les populations sur place, notamment en raison de la fermeture d'écoles et de l'accès limité à la santé. Initialement concentrée dans les régions du nord, l'insécurité a gagné le centre du pays. Les principales menaces à la sécurité proviennent du regroupement de plusieurs groupes jihadistes responsables de multiples attaques contre la population, les acteur·trice·s civils et les forces maliennes et internationales de défense et de sécurité. L'impact de cette crise s'est manifesté par l'augmentation des niveaux de pauvreté extrême et des déplacements massifs de la population. Les femmes et les filles ont été particulièrement confrontées à de nombreuses formes de violence pendant le conflit, comme des kidnappings, des viols individuels ou collectifs, des mariages forcés et/ou précoces et de l'esclavage sexuel. Dans ce contexte de crise généralisée, les conflits pour l'accès aux ressources naturelles sont très présents entre les communautés, et sont intensifiés par les impacts du changement climatique.<sup>3</sup>

1. Personnes vivant avec moins d'un dollar par jour.

2. Global Facility for Disaster Reduction and Recovery et al., "Vulnerability, risk reduction and adaptation to climate change: Mali", Climate Risk and Adaptation Country Profile (World Bank, avril 2011), [https://climateknowledgeportal.worldbank.org/sites/default/files/2018-10/wb\\_gfdr\\_climate\\_change\\_country\\_profile\\_for\\_MLI.pdf](https://climateknowledgeportal.worldbank.org/sites/default/files/2018-10/wb_gfdr_climate_change_country_profile_for_MLI.pdf), consulté le 14 février 2022.

3. Mali, Plan d'action national pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 et des résolutions connexes du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'agenda Femmes, paix et sécurité au Mali, 2019-2023.

## Rassembler les femmes

Au cours de 2021 et 2022, le personnel des bureaux du DCAF de Bamako et de Genève ont collaboré avec une consultante nationale, Aida Keita M'bo, afin de rassembler des femmes travaillant sur le lien entre les droits des femmes, la consolidation de la paix et les actions pour le climat et l'environnement. Mme Keita était la ministre de l'Environnement malienne de 2016 à 2019. Outre ses autres responsabilités, elle est aujourd'hui présidente du réseau Energia-Mali, une ONG qui défend l'égalité d'accès à l'énergie et le développement durable. Le processus avait pour objectif d'exposer les liens entre les notions de genre, de climat, de paix et de sécurité au Mali, et de renforcer la capacité des organisations de femmes à promouvoir l'intégration d'une perspective genre-climat dans les processus de paix et de sécurité du pays. Le DCAF a un intérêt tout particulier à comprendre quels sont les liens entre une bonne gouvernance du secteur de la sécurité, la réforme du secteur de la sécurité et le climat, en tenant compte de la dimension de genre.

---

*Elles le font mais sans se rendre compte qu'elles sont dans le nexus genre, femme paix et changement climatique. C'est lorsqu'on a fait le premier jour de l'atelier qu'elles se sont rendues compte qu'en fait elles travaillent sur ces questions sans s'en rendre compte.*

*Participante malienne*

---

Lors de la phase initiale du projet, Mme Keita a documenté des données de base pour indiquer à quel point les impacts du changement climatique selon le genre étaient jusqu'alors pris en compte dans les politiques, mécanismes et processus de paix et de sécurité du Mali. Elle a ensuite réalisé une cartographie et des enquêtes sur les organisations de défense des droits des femmes afin de comprendre et de documenter leurs connaissances et leur travail sur le lien genre/climat/conflit. La cartographie et les enquêtes ont permis d'identifier un nombre relativement important d'initiatives entreprises par des organisations de la société civile travaillant sur l'une ou l'autre des dimensions du lien. Pourtant, la relation entre le genre, le changement climatique et la sécurité n'a pas encore été reconnue comme un enjeu de politique publique, ni n'a été reliée au processus de consolidation de la paix au Mali. Les organisations pour les droits des femmes ne se considéraient pas équipées pour intégrer le lien genre/climat/conflit dans leur plaidoyer : pourtant, lorsqu'elles ont été abordées, elles ont répondu avec enthousiasme pour explorer davantage les connexions entre ces paramètres. Trente-trois des organisations invitées à prendre part au projet ont accepté. Ce processus de cartographie et d'enquêtes a permis de créer un atelier visant à réunir les différentes organisations.

L'atelier sur trois jours, appelé « *Genre, sécurité et changement climatique* », s'est déroulé à Bamako du 14 au 16 décembre 2021. Parmi les 36 femmes conviées, 33 y ont participé, notamment des anciennes ministres ainsi que des parlementaires encore en poste ou non. Une liste des organisations ayant participé est fournie à la fin de cette section sur le Mali. Au cours des trois jours, les femmes ont identifié des problèmes qui, de leur point de vue, incarnaient le lien changement climatique-genre-paix et sécurité. Elles ont réfléchi à des acteur·trice·s et à des scénarios avec lesquelles elles pourraient interagir afin de faire part de leurs préoccupations et ont établi une stratégie de plaidoyer collective. Après l'atelier, elles ont continué à travailler ensemble pour

composer une coalition nationale informelle sur le genre, le changement climatique et la sécurité et pour mener des recherches sur les manifestations des répercussions du changement climatique et de la dégradation environnementale sur la sécurité humaine des femmes au Mali.

Les discussions et les priorités identifiées par les femmes tout au long de l'atelier constituent la base de l'analyse et des recommandations de ce rapport.

## Ce que voient, savent, et disent les femmes

Les femmes maliennes participant au projet observent les impacts du changement climatique tout autour d'elles, dans leur vie et dans leur communauté. Elles insistent pourtant sur le fait que les politiques doivent considérer l'ensemble de la dégradation environnementale, au-delà du changement climatique propre. Le changement climatique et ses manifestations (sécheresse, baisse des rendements agricoles, baisse des réserves en eau, inondations, zones de production agricoles amoindries, etc.) ont incontestablement, de manière isolée, un impact sur la sécurité humaine. Mais cet impact ne peut pas être dissocié de l'impact engendré par d'autres dommages environnementaux, comme la déforestation, l'urbanisation rapide, la surexploitation aurifère, la mauvaise gestion des déchets, l'utilisation excessive de produits chimiques et de pesticides ou encore la pollution. Il s'agit de prendre en considération le changement climatique *et* d'autres perturbations environnementales qui illustrent bien les expériences des femmes et le lien entre les problèmes environnementaux et la sécurité humaine.

---

*Le message le plus important de ce processus...c'est qu'on n'est jamais fort seul. Notre force réside dans les coalitions et dans le réseautage...*

*Participante malienne*

---

Les femmes s'accordaient à dire que les impacts du changement climatique contribuent aux tensions entre et au sein des communautés. Une anecdote sur un puits illustre leur point de vue.

« Le lien entre la paix, la sécurité et le changement climatique était perçu lors de nos interventions car une forte pression était exercée sur l'exploitation d'un puits que notre organisation avait creusé pour répondre aux besoins en eau de la communauté et des animaux. L'exploitation de cette réserve d'eau a été source de conflit entre les communautés à cause de la pénurie d'eau dans cette région. Les conflits entre les communautés sont les conséquences de cet effet du changement climatique. »

Les femmes ont également décrit les multiples impacts que le changement climatique et la dégradation environnementale ont sur l'insécurité des femmes : déplacement interne, revenu moindre, accès limité à l'éducation, augmentation des incidents dus à la polygamie (légal au Mali), prostitution, violence et enlèvements basés sur le genre, amoindrissement de l'espace pour la mobilité, et accroissement de la malnutrition et des maladies hydriques. Les femmes dénonçaient l'accaparement des terres fertiles par quelques personnes, le plus souvent des hommes, rendant les femmes particulièrement vulnérables car dépouillées de leurs terres. L'aridité et les inondations dues au changement climatique réduisent les rendements agricoles et les revenus des femmes, affectant leur sécurité économique et alimentaire. Les impacts de la pollution sur la santé reproductive des femmes, conjointement à d'autres facteurs environnementaux, aggravent la mortalité maternelle et infantile.



Les femmes soulignent que le lien entre le genre, le changement climatique et la sécurité ne pourra être conceptualisé et articulé seulement lorsque le concept de sécurité sera plus largement compris. Une conception restreinte de la notion de sécurité, et qui est centrée sur la sécurité des États et/ou la sécurité personnelle des citoyen-ne-s ne représente pas totalement la façon dont les inégalités de genres, le changement climatique et la sécurité interagissent entre eux. Au contraire, il est nécessaire d'avoir une structure sur la sécurité humaine et d'inclure les sept dimensions : sécurité personnelle, politique, communautaire, économique, alimentaire, sanitaire et environnementale.

---

*Vous savez, de façon générale, la femme est le pilier on va dire de l'univers. Sans les femmes, on ne peut pas construire. On ne peut pas construire surtout une paix, il n'y'a pas de sécurité. Donc, dans un pays où le nexus n'est pas pris en compte, les femmes sont délaissées.*

*Participante malienne*

---

## Implications pour la consolidation de la paix et la réforme du secteur de la sécurité

Les femmes sont toujours peu impliquées dans le contrôle et la mise en place de l'accord pour la paix et la réconciliation de l'accord de paix d'Alger, signé en juin 2015 par le gouvernement malien et une alliance des troupes rebelles du Nord du pays. Jusqu'à présent, le lien entre le climat, l'environnement et les enjeux de sécurité n'est quasiment pas conceptualisé par les acteur-trice-s de la consolidation de la paix dans le cadre de ce processus.

Pour les femmes, le problème a une double dimension. Afin de mettre le lien entre le genre, le changement climatique et la sécurité au cœur de l'agenda du processus de paix, il est indispensable de renforcer la place accordée à la voix des femmes dans ce processus, tout en mettant les enjeux climatiques et environnementaux à l'ordre du jour.

De la même manière, le lien entre le genre, le changement climatique et la sécurité n'est pas encore au programme du processus continu de réforme du secteur de la sécurité du Mali. Les acteur-trice-s du secteur de la sécurité ont encore une perception étroite de la sécurité, ce qui limite leur capacité à établir des liens entre leur travail et les enjeux liés au climat et à l'environnement. Les femmes sont pourtant préoccupées par certains impacts du secteur de la sécurité. L'une des ONG engagées dans le projet a mis en garde contre les dangers que représentent les vols militaires des forces étrangères pour l'environnement, les habitats et la santé des habitant-e-s de Gao.

Articuler le lien entre les notions de genre, de changement climatique et de sécurité autour du concept de la sécurité humaine pourrait cependant faciliter l'élaboration de cet agenda, étant donné que le processus de réforme du secteur de la sécurité se base également sur la promotion du concept de sécurité humaine à l'égard du rôle du secteur de la sécurité. Les acteur-trice-s responsables du processus de réforme du secteur de la sécurité doivent par conséquent être attentif-ve-s aux messages articulés autour de ce concept.

## Ce que veulent les femmes

Les femmes maliennes engagées dans ce projet ont identifié diverses priorités urgentes pour les ministères du gouvernement national malien, énoncées ci-dessous. Pour toutes ces mesures, elles cherchent à intégrer un processus participatif et inclusif sur le plan politique, en mettant en place des mesures garantissant la participation totale et significative des femmes.

- I. Le gouvernement se doit d'intégrer le lien entre le genre, la sécurité et le changement climatique dans ses politiques et ses programmes au niveau national, notamment les politiques visant à réduire l'impact du changement climatique sur les femmes.
- II. Le gouvernement se doit d'adopter une politique sur le genre, la sécurité et le changement climatique, développée par le ministère du genre et de la promotion des femmes, des enfants et de la famille et d'autres ministères sectoriels avec l'engagement de la société civile des femmes.
- III. Le ministère de l'environnement se doit d'intégrer un programme pour le genre, la sécurité et le changement climatique dans sa planification.

---

*Ce que je peux dire aux dirigeants de ce pays là, c'est qu'ils prennent vraiment au sérieux le changement climatique. C'est un fait qui est là, qui existe, qui en train de détruire la plupart de nos terres. Donc, il faut qu'ils mettent cette question de changement climatique sur la table pour qu'on en discute; pour qu'on fasse le lien entre paix, genre et changement climatique.*

*Participante malienne*

---

- IV. Le ministère de l'environnement et les ministères responsables de la sécurité doivent soutenir l'inclusion des femmes dans le processus d'adaptation au changement climatique en élaborant des politiques de réduction de l'impact du changement climatique sur les femmes.
- V. Le ministère de l'environnement, les ministères responsables de la sécurité et le ministère de la promotion des femmes, des enfants et de la famille doivent encourager la pleine participation des femmes dans l'élaboration de politiques liées au genre, au changement climatique et à la sécurité.
- VI. Les services des eaux et de l'énergie (directions régionales) doivent mieux contrôler l'exploitation forestière illégale.

## Les femmes font avancer l'agenda sur le lien entre le genre, le changement climatique et la sécurité

Les femmes maliennes engagées dans ce projet ont identifié la nécessité de placer le lien entre le genre, le changement climatique et la sécurité dans l'agenda des trois dimensions de discussion existantes au niveau national :

- La dimension relative à la mise en place de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » ;
- La dimension relative au changement climatique et aux enjeux environnementaux ; et
- La dimension relative aux négociations pour la paix et à la réforme du secteur de la sécurité.

En parallèle, les femmes considèrent qu'il est essentiel de mener ce plaidoyer aux niveaux local et international. Des perspectives locales sont nécessaires pour créer les messages de plaidoyer national, et la communauté locale est un espace permettant de les légitimer.

Les femmes ont détecté la nécessité d'engager davantage les plateformes, les réseaux et les groupes de femmes et de filles dans la connexion entre le genre, la sécurité et le changement climatique dans le but de renforcer la capacité des femmes et des filles vivant en milieu rural de participer à ces discussions. Elles ont envisagé la possibilité de mettre en place un rôle de « défenseuses des citoyens » pour surveiller les actions du gouvernement en faveur du lien.



Afin de faire progresser cette idée, les femmes se sont engagées à travailler ensemble et à former la Coalition Malienne Genre, Sécurité et Changement Climatique. L'objectif de cette coalition est d'accroître la prise de conscience quant au fait que le changement climatique et la dégradation environnementale ont des répercussions sur la sécurité humaine, et plus particulièrement sur la sécurité des femmes. Les points de départ clé de cette ambition sont identifiés comme des processus liés au développement et à la mise en place du plan d'action national « Femmes, paix et sécurité », à la Commission de contrôle de l'accord de paix et au processus de réforme du secteur de la sécurité.

Une plateforme de communication pour les membres de la coalition a été créée, et d'autres organisations travaillant sur le lien ont été conviées à la rejoindre. La prochaine priorité de la coalition est d'approfondir les recherches pour étoffer les preuves et les données empiriques relatives aux impacts du climat et de l'environnement sur le genre, selon les sept dimensions de la sécurité humaine des femmes. Un groupe de travail chargé des recherches a été formé pour réaliser cette tâche, proposant d'analyser la littérature existante et de réaliser des interviews de femmes des communautés locales.

## Organisations participantes

1. Association des Femmes pour les Initiatives de Paix (AFIP)
2. Réseau des femmes pour les droits environnementaux (REFEDE)
3. Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP)
4. Réseau Ouest Africain pour l'édification de la Paix (WANEP) et sa branche WIPNET
5. Réseau FEMNET
6. Plateforme des femmes du G5 Sahel
7. Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP)
8. Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali CAFO (CAFO)
9. Al baraka
10. Réseau Paix et Sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO)
11. Cadre de concertation des femmes des partis politiques (CCFPP)
12. Association pour la Promotion de la Femme et de l'Enfant au Mali (APROFEM)
13. Association pour le progrès et la défense des droits de la femme (APDF)
14. Femmes Droit et Développement en Afrique (WILDAF Mali)
15. Collectif des Femmes du Mali (COFEM)
16. Association pour la Sauvegarde de l'Environnement et le Développement au Sahel (ASEDS)
17. Développement Intégration et Valorisation du rôle de la Femme (DIVAROF)
18. Coalition de la société civile pour la Paix et la lutte contre la Prolifération des Armes Légères (CONASCIPAL)
19. Association Recherche Action Femme et Développement (ARAFD)
20. Association des Femmes Entrepreneures du Mali (AFEM)
21. Association Malienne d'Appui aux initiatives locales (AMAIL)
22. Groupe de Recherche, d'Etude, de Formation Femme d'Action (Greffa)
23. Forum des femmes actives pour les objectifs de développement durable et l'émergence (FAODE)
24. Observatoire des Droits de la Femme et de l'Enfant (ODEF)
25. Pôle des Actions d'Intégration des Droits Humains en Afrique (PACINDHA Mali)
26. Union pour Avenir Écologique et Solidaire (UAVES)
27. Association pour la Défense des Droits de l'Environnement et de l'Homme (ADDEH)
28. ONG Jiguiseme
29. Plateforme Nationale des Acteurs de la Société Civile sur le Climat, l'Environnement et le Développement Durable (PNASC-CED)
30. Association de Formation et d'Appui au Développement (AFAD)
31. Association des Femmes Leaders de Tombouctou
32. Fédération des Associations de Femmes Rurales
33. Fédération Nationale des Collectifs d'Organisations Féminines du Mali (FENACOF)

A series of horizontal dotted lines for writing notes, consisting of 20 rows of evenly spaced dots.



# Yémen

Perspectives des femmes  
sur le lien entre le climat/la  
sécurité/le genre



Le Yémen est en conflit depuis près de huit ans et subit la crise humanitaire la plus grave au monde : 80 % de sa population a besoin d'aide humanitaire.<sup>1</sup> Le conflit exacerbe les taux de mortalité dus à la Covid-19 et à d'autres maladies, et aux catastrophes naturelles comme les inondations. Ces phénomènes mettent en péril des infrastructures déjà fragiles et limitées, plus particulièrement sur le plan des ressources naturelles comme l'eau et l'agriculture. Cela aboutit à un accès réduit aux services de base comme la santé, l'éducation et le logement, qui touche particulièrement et de manière disproportionnée les femmes et les filles, qui sont par conséquent confrontées à un risque plus élevé de violence basée sur le genre et de déplacement. Les migrantes et les réfugiées ainsi que les femmes issues de groupes marginalisés sont particulièrement à risque.<sup>2</sup>

Une grave crise de l'eau fait rage au Yémen, en raison des sévères impacts directs et indirects du changement climatique : la sécheresse et les inondations extrêmes, les maladies et les épidémies, les modèles de précipitations changeants, la fréquence et la sévérité accrue des tempêtes et la montée du niveau de la mer. La sécheresse et la désertification rendent la crise humanitaire prolongée, les conflits armés et l'effondrement de l'économie encore plus complexes. L'accès à l'eau est « devenu une arme » : les parties en guerre s'en servent pour affaiblir leurs adversaires en mettant en place des sièges et des blocages. L'impact du changement climatique combiné aux conflits multiplie les risques pour les populations déjà en crise, surtout les femmes et les filles.

Malgré les immenses défis auxquels elles sont confrontées, les femmes yéménites ne sont pas les seules victimes du conflit ou des menaces climatiques : elles sont mieux placées que quiconque pour y répondre, grâce à leurs connaissances localisées et à leurs perspectives. Tout au long du conflit, les organisations de la société civile menées par des femmes yéménites ont travaillé sans relâche pour compenser les lacunes des autorités et des organisations internationales, notamment en apportant une assistance aux communautés situées dans les zones isolées et les lignes de front. Les femmes yéménites leaders de communautés et les activistes fournissent de la nourriture et des services essentiels, promeuvent les négociations pour ouvrir des couloirs

1. OCHA, 2021 Humanitarian Response Plan Monitoring Report: Yemen (octobre 2021), 6.

2. Ibid., 23.

humanitaires et la libération de détenu·e-s, et œuvrent pour démilitariser les écoles et dissuader les jeunes de prendre les armes. Les organisations menées par les femmes poursuivent leurs actions avec des ressources et des financements extrêmement limités.

## Rassembler les femmes

Sur la période 2021/2022, le DCAF a collaboré avec les consultantes locales Dr Nadia Al-Sakkaf, ancienne femme politique, et Muna Luqman, défenseuse des droits humains, de la consolidation de la paix et consultante en inclusion pour le programme plus vaste du DCAF au Yémen. Nous avons cherché à rassembler des femmes travaillant sur le lien entre les droits des femmes, la consolidation de la paix et les actions climatiques et environnementales. L'objectif était de mettre en place un processus pour renforcer la capacité des femmes activistes et des organisations de défense des droits des femmes à promouvoir l'intégration d'une perspective genre-climat dans les processus de paix et de sécurité de leur pays. Le DCAF a un intérêt tout particulier à comprendre quels sont les liens entre une bonne gouvernance du secteur de la sécurité, la réforme du secteur de la sécurité et le climat, en tenant compte de la dimension de genre.

Lors de la phase initiale du projet, Nadia Al-Sakkaf et Muna Luqman ont documenté des données de base pour indiquer à quel point les impacts du changement climatique selon le genre étaient pris en compte dans les processus de paix du Yémen, et elles ont réalisé une cartographie et une évaluation des besoins de la façon dont les organisations yéménites qui travaillent pour l'agenda femmes, paix et sécurité étaient engagées dans les enjeux climatiques. La cartographie couvrait la période entre janvier 2019 et juillet 2021 et comportait une étude documentaire, les résultats d'enquêtes menées auprès de 25 femmes de différentes organisations ainsi que des interviews de plus de 35 hommes et femmes, notamment des spécialistes de l'environnement, des universitaires et des personnes travaillant pour des ONG locales et des organisations de la société civile, soit en tant que représentant·e-s d'organismes ou en tant qu'expert·e-s/activistes indépendant·e-s. La cartographie a indiqué que les organisations de défense des droits des femmes qui entreprenaient un travail de plaidoyer sur le changement climatique ne mettaient pas toujours l'accent sur les considérations de genre, et n'utilisaient pas, la plupart du temps, l'agenda femmes, paix et sécurité. Cela laisse penser que la mobilisation pour la lutte contre le changement climatique n'était pas l'un des points focaux des organisations de défense des droits des femmes engagées dans le processus de paix.

Cette cartographie, conjointement à une évaluation des besoins, a été utilisée par le DCAF et des expert·e-s afin de mettre en place un apprentissage participatif sur le genre, le climat et la sécurité et un atelier de plaidoyer pour les organisations yéménites de défense des droits des femmes. L'évaluation des besoins a révélé un fort intérêt pour l'élaboration d'une base de preuves partagée servant au plaidoyer et à la sensibilisation, et pour la création d'un réseau permettant d'accroître la cohérence et l'impact des efforts de plaidoyer en faveur du processus de paix.

L'atelier s'est déroulé sur trois jours en novembre 2021. Les 21 participant·e-s faisaient partie de 20 organisations de femmes et provenaient de sept gouvernorats yéménites différents : Aden, Hadramout, Marib, Sana'a, Shabwa, Socotra et Taiz. Une liste des organisations ayant participé est fournie à la fin de cette section sur le Yémen. Afin de surmonter les défis liés au voyage, à l'insécurité et à l'instabilité de l'électricité et de la connectivité internet, les participant·e-s à l'atelier se sont réuni·e-s en quatre « groupes » à Aden, Taiz, Marib et Socotra, et l'atelier s'est déroulé dans un format « hybride ». Il comprenait des sessions en ligne le matin, et des discussions en

face-à-face et des travaux l'après-midi, en présence de facilitateur-trice-s travaillant avec chaque groupe. Deux expert-e-s et défenseur-se-s de la lutte contre le changement climatique réputés, Tareq Hassan et Bilkis Zabara, ont fait part de leurs connaissances lors des sessions en ligne. Ce format hybride a été considéré comme très efficace par les participant-e-s et a permis une meilleure participation que si tout le monde s'était réuni au même endroit.



## Ce que voient, savent, et disent les femmes

Les femmes yéménites ont souligné divers exemples d'impacts du changement climatique, comme la hausse des températures, du niveau de la mer, l'instabilité de la saison de la mousson, les sécheresses, les inondations et d'autres événements climatiques dévastateurs. Elles ont précisé que cela avait des répercussions sur les moyens de subsistance des communautés dans la mesure où cela augmentait l'insécurité alimentaire, engendrant des déplacements, aggravait le risque d'épidémies et, la plupart du temps, mettait directement en péril la vie des habitant-e-s à cause des catastrophes. L'industrie joue aussi un rôle dans la dégradation de l'environnement au Yémen. Parmi les exemples, nous pouvons citer les usines équipées d'une gestion déplorable des déchets, la pollution pétrochimique ou encore la pêche industrielle irresponsable.

Les femmes yéménites subissent généralement le fardeau de la misère causée par le changement climatique et la dégradation environnementale, car elles sont désavantagées en termes d'accès aux ressources, à la protection et aux services de base, et ont une capacité moindre à résister aux conditions difficiles. Les femmes sont physiquement moins en mesure de survivre aux dangers provoqués par les catastrophes naturelles comme les inondations, surtout si elles sont enceintes ou ont de jeunes enfants.

Les femmes ont mis en avant le fait que la concurrence pour les ressources naturelles, en particulier l'eau, contribue au conflit armé au Yémen. De plus, les flux de personnes déplacées vers d'autres communautés en raison du conflit intensifient les tensions autour des ressources naturelles, engendrent un ressentiment des communautés hôtes et contribuent à l'apparition de nouveaux conflits. Les personnes déplacées subissent une double peine : le déplacement et le rejet de la part des communautés hôtes.

La mauvaise gestion des ressources et la corruption exacerbent les impacts du changement climatique, tandis que le conflit entraîne un dysfonctionnement de l'État, l'empêchant de planifier et d'aborder la question des impacts du changement climatique. Pour les acteur·trice·s à la fois locaux·les et externes, la crise humanitaire est jugée plus urgente car elle est visible et directe. Non seulement le conflit entrave l'adaptation au changement climatique, mais il amplifie aussi ses impacts en ayant des effets néfastes sur l'environnement : soit directement à cause la pollution chimique de la guerre, soit indirectement à cause de la destruction des habitats naturels.

Les femmes yéménites considèrent que la société civile peut s'engager de diverses manières pour le lien climat/conflit. Cela inclut notamment le renforcement de ses capacités et de son expertise en termes de politique et de planification climatique, via la création de réseaux et d'alliances de plaidoyer, et l'autonomisation des jeunes et des communautés les plus touchées par le changement climatique et les conflits. L'expérience des femmes en matière de résilience communautaire et de consolidation de la paix au niveau local leur a conféré un fondement solide au sein des communautés ainsi qu'une crédibilité au sein de leurs circonscriptions.

## Implications pour la consolidation de la paix et la réforme du secteur de la sécurité

Le lien genre/climat/paix et sécurité n'est pas encore intégralement pris en compte dans les activités de consolidation de la paix au Yémen. Il reste cependant possible pour les acteur·trice·s nationaux·les et internationaux·les de consolidation de la paix d'intégrer des problématiques ciblées de changement climatique, étant donné l'existence de plusieurs initiatives formulant des recommandations claires à l'égard du lien. Cela inclut notamment la Feuille de route féministe pour la paix de 2021, qui proposait diverses recommandations intégrant une perspective de genre à l'égard des impacts du changement climatique lié au processus de paix, ainsi que la manifestation virtuelle de haut niveau pour les annonces de contributions relatives à la crise humanitaire au Yémen qui a eu lieu en 2019, et qui a appelé la communauté internationale à axer ses efforts sur les programmes pour les moyens de subsistance qui tenaient compte du développement durable et de la protection environnementale dans l'acheminement de l'aide humanitaire.

## Ce que veulent les femmes

Au travers de ce projet, les femmes yéménites ont développé un ensemble de recommandations à l'attention des parties prenantes nationales, régionales et internationales dans le but d'adresser les dynamiques conflit-climat en promouvant l'égalité entre les genres. Ces recommandations sont décrites ci-dessous.

- I. Notamment les considérations et leurs dynamiques selon le genre à l'occasion d'accords politiques futurs, à la fois au niveau national et du gouvernorat (régional).
- II. Améliorer la coordination impartiale en prenant en compte les dynamiques de genre des mécanismes nationaux afin d'assurer une bonne gestion des ressources naturelles et la

lutte contre le changement climatique. Ces mécanismes doivent être inclusifs, justes, et autonomiser les acteur·trice·s locaux·les, plus particulièrement les organisations menées par des femmes.

- III. Adopter des mesures de lutte contre le changement climatique qui intègrent une perspective de genre dans les politiques, stratégies et planifications nationales, et établir des comités au niveau local chargés de la gestion des ressources naturelles et de la résolution des problèmes environnementaux urgents.
- IV. Programmation humanitaire et du développement qui renforce la capacité sociale et institutionnelle locale à gérer les risques se rapportant au climat et aux conflits en tenant compte des dynamiques de genre, notamment un soutien pour renforcer efficacement les capacités d'adaptation et mettre en place des mécanismes de gestion des conflits. La programmation doit trouver un équilibre entre la réponse immédiate aux besoins humanitaires et la réduction de la vulnérabilité sur le long terme.
- V. Planifier la réponse à la crise en incluant la notion de genre et en tenant compte des dynamiques de genre de manière à coordonner les actions des prestataires de sécurité et à renforcer les capacités, les cadres et la programmation locaux pour résister aux chocs climatiques. Cette approche implique le recours à des outils et des directives sur l'analyse du genre et sur le renforcement des agences, de la voix et des capacités des réseaux et des organisations de femmes, de la société civile et des défenseur·se·s du genre pour s'engager de manière efficace dans la planification et la programmation.
- VI. Renforcer les capacités humaines et institutionnelles (notamment au travers de l'éducation et de la formation) sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique en intégrant une perspective de genre, sur la réduction des impacts et l'alerte précoce.
- VII. Assurer la participation des femmes dans les cercles de prise de décisions et d'élaboration de politiques, notamment les décisions prises par, entre et à l'égard des acteur·trice·s de la sécurité et de l'aide humanitaire (comme la police, la protection civile et les prestataires de soins de santé), et améliorer le soutien apporté aux femmes en matière de moyens de subsistance ainsi que leurs opportunités de participation et de leadership.
- VIII. Promouvoir les stratégies d'adaptation positives et les moyens de subsistance durables auprès des femmes marginalisées, et former les femmes et les filles à la résilience face aux chocs climatiques.
- IX. Accroître la résilience dans le secteur de l'agriculture afin d'améliorer les chaînes de sécurité alimentaire, des techniques de culture aux marchés, en passant par la gestion financière.
- X. Mettre en place des mesures d'autonomisation économique, en renforçant les capacités des hommes et des femmes en termes d'accès à des ressources et des services tels que les comptes bancaires et les plans d'épargne.
- XI. La communauté internationale doit soutenir et financer des mesures destinées à garantir que les notions de genre, de sécurité et de climat sont intégrées dans le processus de consolidation de la paix, et que les questions de genre et de consolidation de la paix sont prises en considération au niveau du soutien pour l'adaptation et la résilience face au changement climatique. Plus précisément, il s'agit de soutenir la société civile des femmes dans l'accès à des financements climatiques destinés au Yémen (qui ont tendance à exiger de l'organisme demandeur qu'il ait des niveaux institutionnels et de capacités hors de portée de la plupart des organisations locales) et de financer des études sur les impacts du changement climatique selon le genre.

## Les femmes font avancer l'agenda sur le lien entre le genre, le changement climatique et la sécurité

Les femmes yéménites engagées dans ce projet se sont mises d'accord sur certaines étapes clé pour prouver et améliorer la prise de conscience des connexions entre le changement climatique, le genre et la sécurité. Elles ont formé le Yemen Climate Change-Women, Peace and Security Nexus Network (Réseau yéménite sur le lien entre le changement climatique, et « Femmes, paix et sécurité »), le premier réseau de ce type au Yémen, via lequel poursuivre leur collaboration. Leur objectif est de mettre en relief les intersections entre le changement climatique et le développement durable, les inégalités liées au genre, les risques climatiques, les vulnérabilités liées au genre face au changement climatique, ainsi que les rôles positifs et importants des femmes dans les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, dans le but d'assurer une paix durable et de prévenir les conflits et la violence au niveau local.

---

*Les actions ne doivent pas forcément provenir de personnes influentes sur le long terme. Les solutions au problème du changement climatique peuvent émaner de jeunes individus ordinaires.*

*Participante yéménite*

---

L'un des objectifs principaux du réseau est de mettre en exergue et de communiquer sur les questions relatives au changement climatique et au lien Femmes, paix et sécurité qui concernent les communautés locales, dans l'optique d'inciter les décideur•euse•s aux niveaux local, régional et national à adopter une approche plus efficace et inclusive de la gestion du lien. Le réseau explorera l'obtention de l'accréditation de certains membres d'organisations pour participer aux plateformes internationales de lutte contre le changement climatique.

La seconde priorité du plaidoyer du réseau portera sur l'évaluation de l'efficacité et de l'inclusivité des mécanismes yéménites existants aux niveaux national, local et régional, dans le but de réduire les impacts de la gestion des catastrophes et du changement climatique. Les membres du réseau mettront en œuvre ces mécanismes en premier lieu à l'échelle locale et régionale. Les résultats de cet engagement permettront ensuite d'orienter les revendications politiques spécifiques que le réseau est susceptible de soumettre aux autorités compétentes et aux entités influentes à l'égard de la gestion des ressources naturelles et de l'engagement dans des actions pour la consolidation de la paix.

## Organisations participantes

1. Peace School of Development
2. Sanad
3. Enjaz Foundation for Development
4. Green Hands Initiative
5. Woogood Foundation for Human Security
6. Al Aidaroos Women's Development Association
7. Yemeni Women's Union - Abyan
8. Southern Women for Peace Group
9. To Be Foundation for Rights and Freedoms
10. Food for Humanity Foundation
11. Al-Ikha Association for Development and Peace
12. Kainuna International for Development
13. Meemz Art Initiative
14. Strategic Research Centre for Women and Child Support
15. Change Horizon Forum
16. Nature Conservation Initiative
17. Cleaning and Development Fund
18. Marib Girls Foundation
19. Yemeni Women's Union - Marib
20. Socotra Woman Foundation for Development and Response
21. Socotra Women's Association



A series of horizontal dotted lines for writing notes, consisting of 20 rows of evenly spaced dots.

## LA VOIX DES FEMMES :

### Leur expérience du lien entre le climat, le genre et la sécurité

**DCAF** - Le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, se consacre à l'amélioration de la sécurité des états et de leurs citoyens dans le cadre d'une gouvernance démocratique, de l'état de droit, et dans le respect des Droits de l'Homme. Depuis sa création en 2000, il contribue à rendre la paix et le développement plus durables en aidant les états partenaires, ainsi que les acteurs internationaux qui les soutiennent, à améliorer la gouvernance de leur secteur de la sécurité grâce à des réformes participatives et inclusives. Il développe des matériels pédagogiques, fait la promotion de normes et de bonnes pratiques, délivre un conseil juridique, politique et technique, et appuie le développement capacitaire des parties prenantes tant étatiques que non-étatiques.

DCAF - Geneva Centre for  
Security Sector Governance  
Maison de la Paix  
Chemin Eugène-Rigot 2E  
CH-1202 Geneva,  
Switzerland

✉ [info@dcaf.ch](mailto:info@dcaf.ch)

☎ +41 (0) 22 730 9400

🐦 @DCAF\_Geneva